

L'ÉTAT HÉRITIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 10 Juin 1907, à 8 h. 1/2

PAR

Maurice DUBOURG

Président : M. WEISS, professeur
Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
HITIER, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉTAT HÉRITIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 10 Juin 1907, à 8 h. 1/2

PAR

Maurice DUBOURG



Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
HITIER, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Etat Héritier

CHAPITRE I

Considérations générales sur le droit de succession et l'Etat héritier.

La question successorale est assurément une de celles qui soulève, à l'heure actuelle, les plus graves problèmes, dans l'ordre juridique comme dans l'ordre économique. Les discussions sociales les plus intenses s'agitent, à notre époque, autour du droit d'hérédité. En cette matière, les dispositions législatives manquent de simplicité, de clarté, et d'homogénéité ; il est impossible d'examiner la moindre difficulté, sans se reporter au fondement du droit de succession.

Dans notre droit, les successions sont de deux

sortes : la succession *ab intestat* et la succession testamentaire. Lorsqu'une personne meurt sans avoir réglé par acte de dernière volonté le sort de sa fortune, la loi intervient et elle en opère la dévolution. Elle en effectue la répartition en appelant dans un certain ordre les parents ; c'est par là que l'étude des successions se rattache à l'étude des droits de famille. La vocation héréditaire est certainement la conséquence juridique la plus importante de la parenté ; c'est par elle que s'exprime juridiquement et se réalise pratiquement l'idée de famille. Mais, dans le droit moderne, ce n'est qu'à défaut d'une volonté exprimée par le défunt que la famille est appelée à recueillir la succession. Le défunt a pu écarter la famille, et se donner des successeurs de son choix ; la volonté du disposant est souveraine, sauf une réserve : chacun est libre de se choisir, par testament, des successeurs ; mais il ne peut exclure ses ascendants et ses descendants, en raison de la réserve que la loi leur accorde.

Faut-il voir, dans la succession *ab intestat*, réglée par la loi conformément à l'organisation familiale, la succession type, dont la succession testamentaire ne serait qu'une dérogation acceptée pour des raisons d'utilité diverses ? ou bien, au contraire, la succession *ab intestat* dérive-t-elle de la succession testamentaire, la loi n'ayant fait que suppléer au silence du défunt, et remplacer dans la dévolution

du patrimoine la volonté qui n'a pas été exprimée par une volonté présumée ?

C'est là un problème délicat, non seulement au point de vue philosophique, mais parce qu'il engage une question controversée d'interprétation du Code.

Il y a fait historique bien connu : à l'origine des sociétés, la plupart n'admettent pas le testament ; elles ne reconnaissent que la succession *ab intestat* : les biens iront nécessairement aux parents dans l'ordre déterminé par la loi. La volonté du propriétaire est impuissante à écarter la dévolution légale et même à la modifier. On ne tient pas compte de la volonté du défunt, dans l'ancien droit hindou, dans l'ancien droit grec, dans l'ancien droit égyptien, dans l'ancien droit hébraïque et dans les anciennes coutumes germaniques (1). Dans l'ancienne législation française, l'esprit du droit coutumier est contenu dans l'adage bien connu : « *Deus solus hæredes facere potest.* » Sous l'influence de l'Eglise, le testament apparaît, mais dans une limite très étroite au début. Il y a lutte entre la succession qu'on peut appeler normale, fondée sur l'idée de famille, et la succession testamentaire, qui n'est que la reconnaissance timide du droit de disposer du propriétaire. La supériorité de la succession *ab*

1. Fustel de Coulanges : *La cité antique.* 10^e édit. 1883, p. 87.89.

intestat, dans le droit coutumier, s'affirme par une limitation très étroite de la quotité disponible d'une part, et par la différence des titres de succession d'autre part. Les parents qui viennent à la succession sont qualifiés d'héritiers ; seuls ils continuent la personne du défunt : Le testament, au contraire, ne peut conférer que le titre de légataire ; l'héritier testamentaire ne succède pas à la personne, il est un simple successeur aux biens ; et, dans le dernier état du droit, la règle : « institution d'héritier n'a point lieu en France », reste intacte.

L'idée que la succession se développe par son lien avec le droit de famille, se dégage tout naturellement d'un autre fait historique contemporain : dans la société primitive, la succession *ab intestat* dérive de la co-propriété familiale ; la famille est une entité et une personne morale. Elle a un patrimoine, que le chef de famille est chargé de gérer ; mais il est plutôt un administrateur qu'un propriétaire. Dans la plupart des législations primitives, le chef de famille ne peut disposer des biens qu'avec le consentement des parents. Quand le chef meurt, les biens restent à la famille ; il n'y a pas, à proprement parler, succession.

En France, le régime de la propriété familiale a très vite disparu ; mais le régime successoral ne s'est pas modifié pour cela. Ce régime, pour se justifier, s'appuie sur l'idée coutumière et féodale de la con-

servation des biens dans les familles dont il est destiné à assurer la perpétuité et la stabilité. C'est toujours la dévolution *ab intestat* qui est considérée comme le type successoral fondamental.

Sous un semblable régime, il n'y a pas lieu de rechercher la légitimité de l'héritage ; elle apparaît comme une nécessité de l'organisation sociale. La famille a un droit acquis sur les biens ; par conséquent ceux-ci lui reviennent à la mort du propriétaire, et c'est ainsi que s'explique l'exclusion définitive du testament comme mode légal de transmission par décès. Dans ce système, ce n'est pas le droit du disposant, c'est celui des héritiers qui légitime la succession. Tel est le droit de cette législation coutumière.

« En droit coutumier, l'individu n'est rien et la famille est tout ; le système juridique, dans son ensemble, est organisé pour protéger la famille contre l'individu. Le droit successoral est essentiellement un droit familial » (1). Il est interdit à l'individu de disposer de son patrimoine au détriment de sa famille, car le droit de cette dernière passe avant celui de ses membres, considérés individuellement.

Aujourd'hui, la législation moderne ne reconnaît que la propriété individuelle ; les rapports de famille

1. Vallier. *Le fondement du droit successoral en droit français*. Thèse de Paris, 1902, p. 71.

n'impliquent plus un droit collectif sur les biens du groupe ; la propriété appartient exclusivement à l'individu. Il faut ajouter que la famille a perdu de sa cohésion et ne se présente plus comme un groupement social ; le cercle des parents unis par une communauté de traditions, de sentiments et d'affections s'est singulièrement rétréci. Dès lors, les parents n'ont plus, en leur qualité de parents, un droit exclusif sur la fortune de leurs ancêtres. La richesse appartient à celui qui l'a acquise et qui a su la conserver par ses aptitudes et par son travail. Les enfants n'ont plus un droit personnel sur les biens laissés par leurs parents. Il faut donc chercher ailleurs le fondement de la transmission héréditaire.

Ce droit repose-t-il donc sur la volonté du défunt ? A l'heure actuelle, voici l'explication que donnent de l'hérédité la plupart des jurisconsultes : l'hérédité est une conséquence nécessaire du droit de propriété ; on n'est pas propriétaire, si l'on ne possède pas la faculté d'échanger ; cette faculté implique nécessairement celle de donner entre vifs, car on ne pourrait forcer quelqu'un à exiger un équivalent contre la prestation qu'il fournit. Ainsi, le droit de disposer se présente comme un corollaire du droit de propriété. Or, celui qui transmet à cause de mort, dispose pendant sa vie, à une époque où il est propriétaire. De même que l'individu peut donner entre vifs, de même il peut consentir une libéralité sous forme de

•

legs : le legs n'est qu'une donation, avec cette différence que l'acceptation du légataire est retardée jusqu'à la mort du testateur. Le droit de tester apparaît ainsi comme une conséquence du droit de donner entre vifs : ce n'est qu'une libéralité retardée jusqu'au dernier souffle du donateur (1).

Du coup, la succession *ab intestat* trouve sa justification : étant comprise aujourd'hui comme le testament présumé du défunt, elle est bien la conséquence du droit de disposer contenu dans le droit de propriété. Du moment que la succession *ab intestat* représente les intentions présumées du défunt, selon l'ordre présumé de ses affections, la théorie classique aboutit à cette conséquence que la succession testamentaire et l'hérédité *ab intestat* dérivent directement du droit de disposer. La transmission par décès constitue juridiquement et logiquement un attribut essentiel du droit de propriété. La loi consacre et réglemente ce droit naturel, mais elle ne le crée pas : c'est un droit qui préexiste, que le propriétaire ne tient pas de la loi.

Cependant, on insiste sur cette idée que la succession est de droit naturel, et on essaie de lui imprimer une force pour lui permettre de résister aux attaques dont elle est l'objet. C'est la théorie de Grotius, qui, tout en étudiant surtout le droit des gens,

1. Planiol. *Traité de droit civil* (t. III, p. 716).

a examiné les différentes institutions juridiques pour leur découvrir un fondement : pour lui le droit de tester est impliqué dans le droit de propriété. « Les lois civiles peuvent assurément régler la forme des transmissions par décès, mais elles ne créent pas le fondement de cette institution, car la succession est un droit naturel. Quant à la succession *ab intestat*, elle n'est pas autre chose qu'un testament tacite fondé sur de justes présomptions de la volonté du défunt (1). »

Mais, pour vouloir trop prouver, cette théorie risque de compromettre la cause qu'elle défend : elle repose sur des propositions purement abstraites, dont l'exactitude est fort contestable. Est-il vrai de soutenir que le droit de disposer par testament ou de transmettre par succession *ab intestat* soit rationnellement inclus dans le droit de propriété, de telle sorte qu'on ne pourrait attaquer la succession, qu'en combattant en même temps l'institution de la propriété ? On ne saurait contester que cette transmission se produit juste au moment où vient à manquer la volonté de son auteur. Il semble que là où il n'y a personne, il n'y a plus à parler de droit de disposition. On a, sans doute, essayé de ramener le testament à un acte de disposition entre vifs ; mais il

1. Grotius : *Le droit de la guerre et de la paix*. Traduction de Barbeyrac, t. I, p. 387.

n'est pas juridique de prétendre qu'il y a, dès maintenant, une disposition dont l'exercice est reculé : « La donation est essentiellement un contrat, et elle implique une translation de droit. Or, aucun accord de volontés n'est possible entre le testateur et le légataire ; si le consentement du légataire pouvait intervenir du vivant du testateur, il n'y aurait plus testament mais pacte sur succession, ce qui est différent ; d'ailleurs le consentement du légataire, intervenant après la mort du testateur, arrive trop tard ; il ne peut se joindre à la volonté manifestée, pour former une convention... La donation implique une translation de droits ; or, par le testament, le testateur ne se dépouille d'aucun droit ; il peut toujours révoquer ce qu'il a fait ; et, tant que le testateur vit, aucun droit n'est entré dans le patrimoine du légataire (1). »

Il faut donc expliquer comment la volonté du défunt reste efficace, quand la personnalité a disparu : le droit de propriété ne s'étend pas au delà de la vie de son titulaire ; il ne peut donc engendrer la faculté de disposer, pour un temps où le propriétaire n'existera plus. En réalité, sans l'intervention de la loi, la volonté du défunt ne serait ni soutenue, ni prolongée. Mais alors, pourquoi le législateur trouve-t-il intérêt à respecter un acte de volonté pos-

1. Vallier (thèse déjà citée), p. 587.

thume, à interpréter une volonté qui ne s'est pas exprimée clairement et surtout, si aucune volonté n'a été exprimée, pourquoi la loi s'attache-t-elle à rechercher quelles étaient les intentions du propriétaire ?

Voici la réponse qui représente la majorité des opinions actuelles : La société est intéressée à ce que la succession, au lieu d'être appréhendée par l'Etat, soit recueillie, quand le testateur n'a pas eu le temps de disposer de son patrimoine, par les parents, dans l'ordre ou les classe l'affection présumée du défunt, ou dans l'ordre que détermine la conception légale de la famille. Il faut chercher, dit-on, à donner comme base à la succession, non pas une argumentation de scolastique plus ou moins vaine, mais des réalités vivantes. Cette institution repose tout entière sur l'intérêt social. Dans l'ordre économique, tout progrès ne s'obtient que par la dépense d'un capital : le capital est la source du progrès.

Cette vérité s'impose à toutes les Ecoles, et la doctrine socialiste elle-même en demeure d'accord ; seulement, dans le régime des sociétés collectivistes, le capital serait constitué par l'Etat au moyen de prélèvements ou de retenues opérées sur les salaires des individus devenus tous fonctionnaires. « La société, ayant le droit de satisfaire à ses besoins primordiaux, a par là même le droit de requérir la somme

de travail qu'exige leur satisfaction. Elle pourrait, à la rigueur, imposer à chacun un certain temps de service industriel, comme elle a droit de réclamer pour sa défense un certain temps de service militaire » (1).

Ailleurs, le même auteur déclare, « qu'il n'y aura plus, comme de nos jours, de prélèvement capitaliste, allant à quelques privilégiés, sous prétexte qu'ils ont le monopole de la terre et des moyens de production ; mais il est vrai aussi que la société devra prendre sur le montant de la richesse sociale, de quoi remplir certaines obligations qui lui sont imposées... Il est bon, en un mot, d'instituer une épargne collective, qui permettra de faire face à des dangers éventuels. » (2). Une telle société n'a jamais existé autrement qu'à l'état de pure hypothèse ou de système théorique. Jamais il n'en a été présenté un plan d'organisation assez complet et assez détaillé, pour qu'il soit possible d'en concevoir l'organisation, même approximative, et d'en formuler une critique raisonnée.

On parle bien « de rendre à la société ce qui appartient et ce qui doit appartenir à la société » (3) ; mais l'on ne dit pas par quoi on remplacera la propriété privée et l'héritage : les

1. Renard : *Le régime socialiste*, 1898, p. 134, 2^e édit.

2. Renard (déjà cité), p. 177.

3. Jules Guesde (Voir note 1, page suivante).

socialistes qui se respectent ont renoncé depuis longtemps à esquisser la perspective de la société future ; M. Jules Guesde constate, à cet égard, qu'il est plus facile de dénaturer et de caricaturer le socialisme, que de le comprendre et de le réfuter (1).

En réalité, sous un régime de propriété individuelle, comme celui sous lequel nous vivons, la production du capital est laissée tout entière à l'activité de chacun. Toutes les sociétés modernes acceptant le régime de la propriété individuelle, il convient de donner à celle-ci toute sa puissance de production. Il faut un stimulant à l'activité de l'individu ; or il n'y a pas de mobile plus puissant des actions humaines que l'intérêt personnel. Incontestablement, la propriété sans l'hérédité ne donnerait que des avantages économiques bien inférieurs à ceux qui sont fournis par la propriété fonctionnant avec la succession comme corollaire. Si l'homme ne travaillait que pour lui, il ne peinerait que dans la mesure de ses besoins personnels, et il n'est pas téméraire d'affirmer que, le plus souvent, il serait amené à restreindre ses besoins pour diminuer ses fatigues. Un sentiment altruiste seul peut pousser au delà de ses limites l'activité individuelle, et exaspérer l'intérêt personnel jusqu'à l'épargne. En effet, tout travail et toute épargne ne s'opèrent qu'au prix de souffrances

1. Jules Guesde. Déclaration à la Ch. des députés. Séance du 22 novembre 1895 (*J. Off.* du 23. Débats parlementaires, p. 2467).

individuelles et de durs sacrifices. Si les hommes consentent à se les imposer, c'est principalement par souci de leur famille et non pour eux-mêmes. Ce qui le prouve, c'est que, dans la mesure du possible, ils essaient de vivre sur leurs revenus sans toucher à leur capital qu'ils s'efforcent d'accroître par des économies opiniâtres.

Il est certain qu'il n'existe pas de plus fort stimulant à l'énergie productrice de l'homme que l'espoir d'assurer à ses enfants une vie meilleure que la sienne. C'est par là que l'homme devient un puissant producteur et accumulateur de richesses. Il y a sans doute des hommes dont les sentiments altruistes dépassent le cercle de leur famille ; il y en a qui travaillent pour l'humanité, par charité ; mais ce sont là des exceptions, et encore faut-il remarquer qu'en général ces hommes concentrent tout leur dévouement sur une œuvre susceptible de perpétuer leur nom. Il y a des hommes qui n'arrivent qu'avec beaucoup de mal à se constituer une fortune ; mais peut-on soutenir sérieusement qu'ils travailleraient d'un labeur pénible et ingrat, s'imposeraient les mêmes fatigues et les mêmes privations, s'ils n'étaient mus par un autre désir que d'accumuler au profit de la collectivité, par un autre espoir que celui d'enrichir l'Etat ? Si la fortune individuelle, au lieu de garder une forme spéciale et d'être dévolue à des personnes déterminées, était réservée à la collectivité, et allait

s'engloutir dans l'immense budget de l'Etat, on peut affirmer que les efforts individuels s'arrêteraient ; alors, n'étant plus alimenté par aucun stimulant, le travail de chacun se ralentirait, et, avec lui, la formation des capitaux.

La suppression de l'héritage n'entraînerait peut-être pas, comme un corollaire nécessaire, la disparition de la propriété, car le droit de transmettre après la mort le patrimoine n'est pas juridiquement et forcément inclus dans la propriété individuelle. Mais économiquement, sans l'héritage, la propriété individuelle n'aurait plus de raison d'être, car on lui enlèverait ainsi sa puissance productrice ; elle ne créerait plus de capitaux : « La propriété individuelle ne produit son maximum d'utilité que lorsqu'elle est comme imprégnée de l'idée de l'avenir » (1). Aussi quand les collectivistes s'attaquent à l'héritage, quand ils déclarent « ne pas vouloir attendre l'ouverture, par la mort, des successions capitalistes, pour rendre à la société ce qui appartient et doit appartenir à la société », ils sont parfaitement logiques ; ils savent qu'ils frappent juste, et qu'en attaquant l'héritage, ils démolissent la propriété individuelle. Les socialistes ajoutent que l'héritage contribue à exagérer les inégalités sociales et qu'il favorise l'oisiveté, puisqu'il va à ceux qui n'ont pas travaillé.

1. Vallier (déjà cité), p. 589.

De ces reproches, les uns ne sont pas fondés, les autres sont excessifs. On obéit à une idée préconçue, lorsqu'on affirme que les biens laissés par un individu « ne peuvent échoir à un autre individu, puisque cet individu posséderait alors des choses qu'il n'aurait pas gagnées par son travail ; il faut donc de toute nécessité qu'ils fassent retour à la masse : la collectivité est l'héritière universelle, et cela est juste, non pas seulement parce que le droit de propriété individuelle a pour fondement le travail, mais parce que de cette façon l'individu, paiera à la société les innombrables services qu'il reçoit d'elle » (1).

On oublie, en parlant ainsi, que ce n'est jamais par ses abus qu'il faut juger une institution ; c'est par son fonctionnement normal qu'on doit l'apprécier. Si l'on constate qu'à ce point de vue, l'institution est bonne, il faut l'accepter malgré les imperfections inhérentes à toute œuvre humaine. Herbert Spencer a très justement déclaré qu'il ne pouvait exister, dans une société, deux principes contradictoires : si l'on admet que le meilleur instrument de production et d'exploitation est l'activité individuelle, il faut admettre la propriété avec l'héritage et toutes les conséquences qui en dérivent. Là où il existe des proches parents ou des légataires, possédant quelque titre à recueillir une succession, il

1. Renard (déjà cité), p. 38.

vaut mieux la leur donner que l'attribuer à l'Etat, parce qu'on peut présumer que ces individus feront de cette fortune un usage plus productif que l'exploitation qu'en tirerait l'Etat.

Mais si, au contraire, on estimait que l'Etat est meilleur producteur que l'individu, il faudrait alors condamner l'hérédité, la supprimer en bloc, et abolir avec elle la propriété individuelle. Il faut choisir entre ces deux formes d'organisation : mauvaise serait la combinaison de ces deux principes, qu'il ne faut pas songer à juxtaposer. La propriété sans l'hérédité serait une propriété mêlée de collectivisme, et qui ne fournirait plus les résultats qui sont sa raison d'être.

La suppression de l'héritage serait la perte, pour les individus, d'une grande partie de leur prévoyance et de leur énergie ; il ne se formerait plus de capitaux nouveaux ; on vivrait sur les capitaux anciens ; mais ceux-ci s'épuiseraient vite, et, en quelques générations, le régime de la collation des biens à la collectivité ramènerait la société à la barbarie primitive ; car, qu'est-ce que la barbarie, sinon l'absence de capital et d'héritage (1).

1. Gide. *Principes d'économie politique*, 7^e édit., p. 432.
Cauwès. *Cours*, 3^e éd., p. 395, t. III.

Paul Leroy-Beaulieu. *Le collectivisme*, p. 384.

Science des finances, p. 547. — Courcelle-Sénéuil. *Economie politique*, t. II, p. 33.

Stourm. *Systèmes généraux d'impôts*, 1893, p. 213.

Les socialistes ne ménagent pas plus la famille qu'ils n'épargnent l'hérédité, et par là ils sont logiques ; c'est l'esprit de famille qui est le grand stimulant de l'activité individuelle ; c'est l'hérédité qui donne à la famille sa cohésion, en créant la communauté et la solidarité des intérêts. Il n'est pas douteux que la suppression de l'héritage entraînerait comme conséquence un relâchement du lien familial lui-même. L'hérédité apparaît donc comme une nécessité sociale, et c'est là qu'elle trouve sa justification et son fondement (1). « Mon existence ne finit pas avec moi-même ; elle profite à autrui : telle est la pensée qui fait la base du droit héréditaire. (2) »

L'hérédité n'est pas un droit naturel : la loi ne se borne pas à reconnaître un droit héréditaire préexistant ; elle le crée de toutes pièces. Cette vérité a été affirmée avec beaucoup de force, lors de la préparation du Code civil : Chabot déclarait que la transmission des biens par succession n'est pas de droit naturel, mais de droit civil ; » la société civile est la seule et véritable source de la propriété ; c'est elle qui garantit à chaque individu ce qu'il possède à juste titre, et cette garantie est elle-même le but principal de la société ; elle est un des premiers élé-

1. Vallier, : p. 599. — Cauwès, p. 393. t. III.

2. Ihering. *L'évolution du droit*. Traduct. Meulenaere, Paris, 1901, § 43.

ments de son existence, de sa conservation et de sa prospérité. (1) » Tronchet déclarait également que « la faculté de tester n'est qu'un bénéfice de la loi civile, qui, à cet égard, ajoute à la loi naturelle ; » et quand Bigot-Préameneu et Portalis affirmaient, à l'encontre des deux précédents, que la succession est un droit naturel, parce qu'elle dérive de la propriété, ils ne faisaient que reculer la difficulté, car le droit de propriété lui-même n'existe et ne se constate que s'il a une organisation sociale. Le droit en effet implique nécessairement un pouvoir de contrainte. Aussi Chabot avait-il raison de dire qu'avant l'établissement des sociétés, la propriété était plutôt un fait qu'un droit, et que si l'homme dans l'état de nature n'avait pas le droit de propriété, il ne pouvait pas le transmettre, quand il mourait. » Mais aujourd'hui l'hypothèse d'un droit naturel qui aurait existé dans la période antérieure à toute organisation sociale, est définitivement éliminée de la science, et il n'existe plus d'antagonisme entre les deux termes : droit naturel et droit civil. Une loi sanctionne dans la mesure où elle le croit utile, les relations sociales préexistantes ; mais on ne concevrait pas un droit qui serait une pure création du législateur. La loi ne peut pas créer les faits sociaux ; elle se borne à les constater et à les réglementer. L'organisation des succes-

1. Discours du 16 avril 1803. Fenet. t. XII, p. 161.

sions est en rapport avec un certain état économique et social, qui ne peut être changé, et dont les modifications seraient ressenties par la propriété elle-même. En définitive, le droit, comme l'a affirmé M. Saleilles (1) n'est qu'un procédé : c'est le procédé de réaliser dans la mesure du possible l'utilité et la morale.

Assurément, au point de vue juridique, l'hérédité procède de la volonté du défunt ; c'est cette volonté, exprimée ou présumée, qui explique le mécanisme juridique de la transmission. Mais c'est en raison de l'utilité sociale que la loi donne effet à cette volonté posthume, ou même supplée à son silence par une présomption. Juridiquement, l'hérédité, c'est le respect de la volonté du défunt ; mais au point de vue social, elle n'est légitime que parce qu'elle est utile.

Il importe de ne pas perdre de vue ces deux fondements du droit héréditaire : si pour fonder l'héritage, on néglige l'intérêt social, et que l'on se borne à poser en principe que la succession *ab intestat* n'a pas d'autre raison d'être que l'affection présumée du défunt, on oriente l'organisation de l'hérédité vers une direction particulière, et l'on sera fatalement porté à restreindre dans des limites de plus en plus étroites la vocation des parents. En

1. Préface à la méthode d'interprétation de M. Gény. 1899, p. 4 et suiv.

effet, si la présomption légale est parfaitement justifiée, en ce qui concerne les enfants et les ascendants ; s'il est raisonnable de penser que la mort les surprenant avant qu'ils aient pu tester, ils voulaient laisser leur fortune à leurs enfants ou à leurs ascendants, la présomption perd singulièrement de sa force au contraire en face de collatéraux d'un ordre éloigné, et alors il devient téméraire d'affirmer que l'individu, mort sans avoir testé, avait cependant l'intention de laisser sa fortune à ces parents. En d'autres termes, la seule base de la volonté présumée du défunt ne peut légitimer que le droit héréditaire d'un cercle très étroit de parents. Mais la solution est toute différente, si l'on se rappelle que l'héritage s'explique non seulement au point de vue juridique, mais encore comme une nécessité sociale. Dès lors pourquoi enlever la fortune à des parents qui comptent dans la famille et qui ont collaboré plus ou moins à l'acquisition et à la conservation du patrimoine ? Loin d'entrer en contradiction avec la propriété individuelle, le principe de l'intérêt social, comme fondement de l'hérédité, s'accorde au contraire parfaitement avec elle.

La plupart des socialistes eux-mêmes reconnaissent qu'il serait dangereux de supprimer l'héritage. Ils déclarent que « ce genre d'attaques (contre la succession), c'est le vieux jeu auquel ont renoncé depuis longtemps les socialistes qui se respec-

tent (1) ». « Aucun socialiste contemporain n'est assez imbécile ni assez fou pour repousser l'appropriation privée et le libre emploi des moyens d'existence, tels que mobilier, vêtements, livres (2)... » La propriété collective ne portera que sur les moyens de production : « Le principe du collectivisme accorde au droit d'héritage juste autant de place qu'à la propriété privée, quelles que soient toutes les fables débitées là-dessus par les socialistes anciens et modernes, et quelles que soient les conclusions de certains écrivains socialistes, qui allèchent le prolétariat en parlant de l'abolition ou d'une importante restriction du droit d'héritage (3). »

C'est ainsi que si la succession compte des adversaires irréductibles, qui vont jusqu'à en demander la suppression radicale, d'autres publicistes de plus en plus nombreux, partisans de la propriété individuelle, mais aussi d'une restriction de l'hérédité, se contentent de réclamer une augmentation de la part de l'Etat dans les successions ; — soit en refusant à certains parents toute vocation héréditaire, de telle sorte qu'à défaut du petit nombre d'héritiers main-

1. Discours précité de Jules Guesde (*J. O.* du 23 novembre 1895).

2. et 3. Schaffle. *La quintessence du socialisme*. Trad. franç., p. 114, 118.

tenus, l'héritage serait recueilli par l'Etat exerçant le droit de déshérence ; — soit en élevant l'impôt des mutations par décès, de manière qu'en toute hypothèse, une notable fraction du patrimoine transmis soit prélevé au profit de l'Etat. Le résultat demeure le même : attribuer une partie des successions à la collectivité, et, à l'ouverture du droit de chaque génération, autoriser un prélèvement considérable de l'Etat sur les patrimoines individuels. On invoque surtout des raisons de nécessités budgétaires.

I. — Il n'est pas douteux que l'impôt successoral constitue une ressource fiscale de premier ordre : En moyenne, il procure à l'Etat deux cent trente millions par an, chiffre singulièrement plus élevé que celui des successions en déshérence, lesquelles ne dépassent guère une moyenne annuelle de un million (1).

L'impôt des mutations par décès n'a pas seulement ce point de contact avec les successions qu'il est perçu à l'occasion de leur ouverture : il constitue de plus en plus, au profit de la collectivité, une véritable part héréditaire, garantie même comme un minimum réservataire, puisque les citoyens ne peuvent se dérober au paiement de la taxe, sans s'exposer à des poursuites et à des voies d'exécution. Pour se convaincre que l'impôt des successions constitue

1. Cf. *Bulletin de statistique et de législation comparée de la Direction générale de l'Enregistrement* (année 1905).

au profit de l'Etat un véritable prélèvement héréditaire, il suffit de retracer rapidement l'évolution suivie par cet impôt depuis l'ancien droit jusqu'à nos jours :

Au moyen âge il se présente comme la manifestation d'un droit de domaine éminent appartenant au seigneur sur les biens de ses vassaux. « C'est, dit Pothier, un droit féodal qui consiste dans le droit qu'ont les seigneurs d'avoir une année de revenus du fief relevant d'eux, toutes les fois qu'il change de mains (1). » Il n'était pas perçu à l'occasion des mutations ouvertes entre le père et ses descendants, en raison de la co-propriété familiale ; il n'y avait lieu au droit de relief que lorsque la transmission héréditaire s'effectuait en ligne collatérale. Plus tard, le droit de centième denier fut perçu par le fisc royal sur toutes les successions (2). Mais, comme jadis, ce droit n'était pas réclamé sur les hérédités en ligne directe. Il atteignait une année de revenus.

Le système fiscal antérieur fut emporté par la révolution (3). Avec l'ancienne législation, disparaissait la notion du droit éminent de l'Etat, considéré comme propriétaire ou co-propriétaire des biens transmis ; elle allait céder la place à une conception

1. Pothier : *Traité des fiefs*, 2^e partie, chap. I.

2. Edits rendus de 1703 à 1708. Merlin. *Répert. Verbo : Droit de centième denier*.

3. Loi du 5 décembre 1790 et décret du 17 juillet 1793.

nouvelle, n'envisageant l'Etat que comme un créancier de l'impôt. Désormais, l'impôt successoral n'est plus une charge réelle des biens, c'est une dette personnelle de chaque citoyen, à raison de la transmission *ab intestat* ou testamentaire qui s'opère à son profit (1).

Dans le système de la loi du 22 frimaire an VII, le droit de mutation par décès est un véritable impôt, comme les autres. L'Etat saisit au passage toutes les manifestations extérieures de la fortune, qu'il les aperçoive dans un acte, dans un jugement ou dans une transmission par décès, et il en profite pour exiger des citoyens intéressés le versement d'une certaine somme, représentant leur contribution aux charges publiques ; c'est là la caractéristique essentielle des impôts indirects (2).

L'impôt des mutations par décès présente pour les législateurs de l'an VII cet autre trait fondamental d'être perçu sur les revenus des biens ; on ne veut pas que l'héritier soit contraint de prendre sur le capital pour acquitter la taxe. On ne saurait en douter si on se reporte aux travaux préparatoires de la loi de l'an VII ; la taxe est très peu élevée : 10/0 pour les descendants, avec un maximum de 50/0 dans l'hypothèse la moins favorable, celle d'une dévolu-

1. Cf. le rapport de M. le Conseiller Laborie. Sir. 57. 1. 399.

2. Cauwès : Cours, 3^e édition, p. 391 et s.

tion opérée en faveur d'étrangers. « Nous avons abandonné, déclare le législateur de l'époque, l'idée que nous avons d'abord eue de fixer le taux au delà. Un droit pour le paiement duquel il faudrait vendre une partie de la propriété, ou sacrifier une année de revenus ou emprunter à gros intérêts la somme nécessaire pour l'acquitter, ne pourrait être que fatale à la prospérité publique elle-même, tout en ruinant les redevables » (1).

Seulement, l'impôt, s'il était peu élevé, présentait cette anomalie, assurément injustifiable et souvent critiquée, d'être perçu sur l'actif brut, sans déduction des dettes.

Comme cet impôt s'est toujours prêté à des aggravations considérables, sans soulever les protestations des contribuables, on peut dire que son histoire, au cours du XIX^e siècle, se résume en une augmentation continue. On a remarqué avec raison que « c'est toujours aux successions qu'on s'est adressé pour combler les déficits causés par les révolutions. La date de chacune des lois fiscales sur les successions correspond à un changement de gouvernement : 28 août 1816, 21 avril 1832, 28 mai 1850, 23 août 1871. Il n'y a guère que la loi du 25 février 1901 qui fasse exception, et encore pourrait-on faire observer que

1. Wahl. *Revue du droit public et de la science politique*, 1901, p. 126.

cette loi correspond à peu près à la période où l'Etat français s'est de plus en plus engagé dans la voie du socialisme d'Etat (1) ».

Le régime fiscal des successions a été aujourd'hui notablement modifié par la loi du 25 février 1901, complétée par celle du 30 mars 1902 sur les appor tionnements supérieurs à un million. Actuellement les meubles sont taxés au même tarif que celui appliqué aux immeubles ; de plus les dettes se déduisent sous certaines conditions. Mais surtout le caractère de l'impôt successoral s'est transformé, en ce sens qu'il n'est plus destiné comme jadis à atteindre le revenu, mais qu'il frappe ouvertement le capital. Si l'on adopte comme critérium de l'impôt la règle tracée par Adam Smith : « L'impôt ne doit pas appauvrir le contribuable ; or il l'appauvrit du moment où celui-ci est forcé, pour le payer, de sacrifier une partie du capital qu'il possède ; les sujets d'un Etat doivent seulement contribuer au soutien du gouvernement, chacun en proportion du revenu dont il jouit, sous la protection de l'Etat (2) ; » on aboutit immédiatement à cette constatation que la taxe successorale ne répond plus à cette définition classique de l'impôt. Cette taxe est tellement élevée (3) que l'in-

1. Vallier (déjà cité), p. 563.

2. Adam Smith. *Richesse des Nations*, liv. 5, chap. 2, section 2.

3. Elle atteint même, dans certains cas, jusqu'à 20 1/2 0/0 du capital hérité. Loi du 30 mars 1902.

dividu se trouve désormais dans l'impossibilité d'acquitter les droits sur les revenus, et qu'il devient obligé de prélever une notable fraction du capital. On peut donc affirmer sans exagérer que c'est un prélèvement opéré au profit de l'Etat sur les capitaux au moment du décès de leurs possesseurs, l'Etat ayant droit comme un véritable héritier à une fraction intangible du patrimoine (1).

Et ce caractère s'accroîtra encore si, sous la poussée du socialisme, des propositions de la nature de celle déposée par M. Maujan (2) sont adoptées.

Comment expliquer que l'Etat cherche sans cesse à augmenter le taux du droit de mutation par décès ? Il y a, dans ce mouvement continu, la manifestation d'une autre préoccupation que celle de combler le déficit de notre budget. Le but visé est d'une autre nature ; le mot d'ordre a été donné par M. Bourgeois : « La réforme des successions doit avoir pour but de créer, dans la lutte des hommes pour la vie, une moindre inégalité au point de départ » (3). Il faut reconnaître qu'on invoque à l'appui de cette doctrine l'autorité d'un économiste, dont les opinions individualistes ne sauraient cependant être soupçon-

1. Stourm. *Systèmes généraux d'impôts*, 1893, p. 205.

2. Ch. des députés le 2 juillet 1906. On sait que la proposition de M. Maujan exige, dans certains cas, un prélèvement de 48 o/o sur la fortune transmise par décès.

3. Bourgeois : *Solidarité*, 1896.

nées. Stuart Mill, adversaire en général de l'impôt progressif, le recommandait cependant en matière de succession. « Quant aux successions et aux legs en général, je les considère, écrit Stuart Mill, comme une matière éminemment imposable, et je crois qu'on devrait porter le chiffre de l'impôt aussi haut qu'il serait possible, sans faciliter les moyens d'éluder la loi par donations entre vifs, ou en dissimulant les propriétés à tel point qu'il fût impossible d'empêcher la fraude. Bien que, dans mon opinion, le principe progressif, qui consiste à lever un tant pour cent plus élevé sur les sommes plus fortes, pût soulever des objections comme principe général de la répartition, il serait juste et utile de l'appliquer pour la fixation des droits sur les legs et les successions..... Je ne reconnais pas comme juste et comme bon un état de société où il existe des êtres humains, qui sans être incapables de travail, sans avoir acheté le repos au prix d'un travail antérieur, s'exemptent de participer aux travaux qui incombent à l'espèce humaine » (1).

Cependant des réformes d'une portée aussi considérable ne sont pas sans occasionner des inquiétudes. M. Jules Roche (2) considère que toute loi sur

1. Stuart Mill : *Principes d'Economie politique*, liv. V, chap. II, p. 3.

2. Cité au Sénat par M. de Larmazelle. Séance du 15 janvier 1901. *J. off.* du 16. *Déb. parlementaires*, p. 116.

les successions qui, sous l'empire des passions politiques, dégénère en un instrument de nivellement des fortunes, en vue de réaliser un but social, porte en elle-même le germe de toutes les révolutions. Il peut paraître opportun d'augmenter les droits successoraux de l'Etat, mais c'est appliquer une mauvaise méthode que de les accroître par voie d'élévation des taxes de mutation par décès. En effet, si l'on suit un semblable procédé, rien ne garantit qu'avec l'extension des besoins continus de l'Etat, l'impôt parcourant les étapes d'une progression croissante, n'arrive finalement à absorber tout le patrimoine transmis (1). D'autre part, ce serait la voie ouverte à l'arbitraire, car on pourrait toujours légitimer l'aggravation de la progression, en invoquant des nécessités budgétaires plus ou moins vagues.

La participation de l'Etat aux successions ne doit pas être envisagée comme un expédient fiscal essentiellement mobile et variable. S'il est vrai que l'évolution sociale justifie l'admission de l'Etat au nombre des héritiers, son droit doit être ouvertement proclamé comme une prétention des plus légitimes, et les citoyens y gagneront en outre l'avantage de n'avoir dans l'Etat qu'un cohéritier ordinaire, réclamant

1. Octave Noël. *Le socialisme et la question sociale*, 1902, p. 297.

toujours la même qualité dans les mêmes circonstances, et dont la vocation inscrite dans la loi civile échapperait aux fluctuations et aux modifications incessantes qui altèrent trop souvent les lois fiscales.

II. — Aussi, les partisans d'une extension des droits de l'Etat se prononcent en majorité pour l'inscription de l'Etat sur la liste des héritiers, comme sanction d'un devoir dont le défunt était tenu envers la collectivité. Nombreuses sont les propositions qui ont été formulées en vue de modifier l'article 755 du Code civil, d'après lequel les parents héritent jusqu'au douzième degré, c'est-à-dire à trois générations au-dessous des cousins germains.

Comment peut-on penser qu'un véritable lien d'affection existât entre le défunt et des parents si éloignés ? La seule explication qu'on puisse donner de l'article 755, c'est que, malgré sa largeur apparente, il constitue cependant une limitation par rapport au régime antérieur. Il n'y avait en effet dans les pays coutumiers aucun obstacle au droit de succéder. Le cercle des successions s'élargissait à l'infini, pourvu que la preuve de la parenté fût possible. C'était dans toute sa rigueur l'application de la règle : *Fiscus post omnes*. « Tant et si avant qu'on pouvait justifier la parenté, les hauts justiciers étaient exclus. » (1)

1. Loysel. *Institutes coutumières*, liv. II, titre V.

Cette extension indéfinie s'expliquait d'abord par la survivance de l'idée antique de la co-propriété familiale. De plus, dans les classes élevées, les souvenirs et les documents de famille étaient toujours conservés avec le plus grand soin. Mais la situation a bien changé depuis lors : l'idée de la co-propriété familiale a disparu de nos jours ; d'autre part on ne se préoccupe plus aujourd'hui, comme autrefois, de tenir des archives généalogiques. Puis l'ancienne concentration familiale n'est plus qu'un souvenir. Dès la deuxième génération, le foyer domestique ne conserve plus sa permanence ; les membres de la famille se dispersent et se perdent de vue. Si l'on se réfère surtout à l'idée que la succession *ab intestat* repose sur les affections présumées du défunt, il faut la limiter à un cercle étroit de parents, qui ne comprend que les branches parallèles issues du grand-père : oncles, tantes, cousins germains et enfants de cousins germains. On peut affirmer qu'au delà du quatrième degré, ce n'est plus la parenté seule qui crée l'unité de la famille ; celle-ci ne saurait plus résulter que de la communauté de vie, de la continuité des relations et des sympathies personnelles. Or, dit-on, des relations de ce genre ne justifient plus la succession *ab intestat* ; elles ne laissent place qu'à la succession testamentaire. Mais, comme les individus, en raison d'une répugnance bien connue pour le testament, ajournent toujours l'époque

où ils consigneront par écrit leur dernière volonté, la succession *ab intestat* aboutit fréquemment à des résultats opposés aux intentions du défunt. Et la succession se morcelle et s'éparpille entre une nuée de parents à qui le défunt était complètement indifférent.

Dès lors que l'intimité familiale est moindre, que les diverses générations quittent rapidement le toit familial, il est permis de penser que le maintien de la succession *ab intestat* jusqu'au douzième degré ne répond plus aux réalités actuelles. Cette tradition maintenue recule le groupe familial au delà de ses limites naturelles, et elle y comprend des personnes qui logiquement devraient en être exclues. Celles-ci d'ailleurs savent bien se montrer au moment opportun, au cas où le défunt aurait songé à faire un testament, pour critiquer des dispositions qui feraient sortir les biens de leur destination familiale, en les assignant par exemple sous forme de fondation à des œuvres d'utilité générale.

Il semble bien que ces considérations prédominent aujourd'hui chez les jurisconsultes et les économistes, et on ne leur a guère opposé que des objections sans valeur : on a prétendu d'abord que cette limitation porterait atteinte au droit de propriété, irait à l'encontre de l'absolu de ce droit ; mais c'est insoutenable puisque le droit de tester n'est pas touché. On a affirmé aussi que toute réforme, toute

restriction de l'article 755 serait un acheminement vers la suppression finale de l'hérédité. Mais c'est une objection sans valeur, que l'on formule chaque fois qu'il s'agit de mettre fin à un abus remarqué dans le fonctionnement d'une institution.

Il peut être intéressant de rappeler que sous l'empire des idées nouvelles, plusieurs propositions ont eu pour objet de modifier l'article 755. Ces propositions s'appuyent sur des motifs analogues, que l'on peut condenser de la manière suivante : sans doute, la succession doit être maintenue et protégée, mais il est impossible de ne pas tenir compte de l'évolution qui s'est produite dans la conception de la famille. Celle-ci se réduit aujourd'hui à un petit groupe dont les membres sont resserrés par de naturels sentiments d'affection : mais la solidarité familiale antique n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir. Les membres d'une même famille ne se sentent plus obligés, comme autrefois, de secourir ceux de leurs parents éloignés qui sont dans le besoin; indifférents aux événements heureux comme à la mauvaise fortune qui atteint des collatéraux éloignés, ils n'ont plus vraiment conscience de se trouver engagés vis-à-vis d'eux dans des relations de parenté. On ne peut pas sérieusement soutenir qu'un collatéral au douzième degré avait droit à une partie des affections du défunt. Par conséquent, à mesure que le devoir familial s'affaiblit, l'Etat est en droit de réclamer davantage.

Une idée nouvelle se fait jour : la notion des devoirs dont l'individu est tenu, non plus seulement vis-à-vis de sa famille, mais envers l'Etat. Ne serait-il pas juste de reconnaître un droit de succession au profit de l'Etat, comme sanction des obligations qui incombent au citoyen, à son profit. La conception du droit successoral de l'Etat paraît d'autant plus juste que, à mesure que les attributions de la famille se sont affaiblies, celles de l'Etat se sont au contraire affirmées. Aujourd'hui l'Etat n'a plus seulement pour mission d'assurer le fonctionnement des services indispensables à l'organisation de la société ; il intervient de plus en plus dans le cercle des rapports familiaux : il exerce quelquefois la puissance paternelle, lorsque les parents s'en montrent indignes ; ou tout au moins il en limite l'exercice, quand les parents en abusent au préjudice de leurs enfants (1). Il se charge de la nourriture et de l'entretien des enfants abandonnés ; et il prend encore à sa charge les parents âgés ou infirmes que leurs enfants ne veulent ou ne peuvent secourir (2).

Aujourd'hui, tous les citoyens s'adressent de plus en plus à l'Etat pour lui demander les services qui

1. Loi du 24 juillet 1889, relative à la protection des enfants maltraités, ou moralement abandonnés.

2. Loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire, aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources (*J. off.*, 16 juillet 1905).

jadis étaient sollicités des parents, et que la famille est désormais impuissante à procurer. Dès lors, en face de ces exigences, en présence des charges nouvelles assumées par l'Etat, ne doit-on pas en bonne logique lui fournir les moyens d'y satisfaire ? L'Etat se substituant à la famille, lorsque celle-ci manque à ses engagements, est fondé à réclamer, à titre de compensation, une fraction du droit héréditaire qui s'ouvrirait jusqu'ici au profit des seuls parents. Il n'y a rien d'anti-social à soutenir que le relâchement du lien familial entraîne comme conséquence une solidarité plus étroite entre le citoyen et le groupe collectif auquel il se rattache (1).

Tenant compte de ces idées, deux séries de propositions ont été formulées, en vue de modifier la règle posée dans l'article 755 du Code civil :

1° Un premier groupe de propositions, à tendances conservatrices, se contente de la limitation au sixième degré de la vocation successorale : ce sont les propositions Couturier (2), Sabatier (3), l'amendement Darlan (4), et l'amendement Poulain (5).

1. Beaussire. *Les principes du droit*, 1888, p. 267.

2. Ch. des députés, 28 octobre 1884. Rapport de M. Rameau, 1885. Annexe n° 3160, p. 1873.

3. Ch., 27 avril 1888. Rapport Javal. Annexe n° 2669, p. 649.

4. Ch., séance, 19 novembre 1895. Annexe, n° 70, p. 2417.

5. Ch., séance du 15 novembre 1900. *J. off.*, Déb. parlementaires, p. 2072.

M. Couturier estimait que la part annuelle revenant à l'Etat à la suite de la limitation serait environ de 11 millions M. Sabatier évaluait à 25 millions le bénéfice annuel de l'Etat, résultant de la limitation au sixième degré (1). En 1895, M. Darlan estimait à 7 ou 8 millions par an la recette que réaliserait l'Etat, si la successibilité était arrêtée au sixième degré.

2° Mais la plupart des propositions sont plus radicales et réduisent au quatrième degré la vocation héréditaire. Il en a été ainsi dans les propositions Giard, Maret, Laguerre, etc., (2); Saint-Ferréol (3). La proposition Giard évaluait à 12 millions et demi environ le bénéfice annuel que l'Etat en retirerait.

Depuis cette époque, une proposition, d'ailleurs assez fréquemment renouvelée, a été formulée par M. Allemane. L'honorable député propose la suppression de toute hérédité collatérale, et il compte que cette mesure assurerait à l'Etat une ressource annuelle de 900 millions suffisante pour répondre aux exigences pécuniaires que ne va pas manquer de nécessiter la création des retraites ouvrières (4). Cette dernière proposition a eu surtout pour but de

1. Ch., des députés. Annexes, 1888, p. 649, n° 2669.

2. Ch., séance du 26 juin 1884. Annexes n° 2909, p. 1064.

3. Ch., séance du 24 mai 1888. Annexes n° 2709, p. 683.

4. Ch., séance du 18 juin 1901. *J. off.*, du 19 juin 1901, p. 1464.

faire valoir les revendications socialistes, et de réclamer ce qu'elles considèrent comme la part revenant à l'état dans l'accroissement des fortunes. Mais si, pour défendre une semblable limitation, on invoque l'évolution de l'idée de famille, on devance assurément la transformation des mœurs, car s'il est vrai que la famille se désagrège, son cercle comprend encore au moins les frères et sœurs (1).

Plus récemment deux propositions, déposées toutes les deux à la même époque, sont animées d'un même désir de restreindre le droit héréditaire de l'individu, au profit de celui de l'Etat :

C'est d'abord la proposition de M. Maujan, présentée le 2 juillet 1906 (2). Cette proposition, qui se rattache à celle formulée par le même député en 1891, modifierait l'article 755, en limitant au quatrième degré la vocation héréditaire *ab intestat* ; il exclut ainsi de la succession les arrière-petits-neveux. A titre accessoire, M. Maujan voudrait établir un tarif progressif très élevé, de manière à transformer les droits successoraux en un moyen de confiscation partielle de l'hérédité : cette confiscation serait facilement réalisée parce que, à l'aide de la superposition d'un tarif progressif et d'un tarif proportionnel,

1. Bigallet. *L'hérédité collatérale*. Thèse, Lyon, 1898.

2. *J. off.* Doc. Parl. Ch. S. O. 1906. Annexes n° 161, p. 729.

le droit à percevoir atteindrait, dans certains cas, le chiffre de 48 o/o (1).

La proposition de M. Maurice Colin, qui augmente également le taux de l'impôt à percevoir sur les mutations par décès, est plus complexe au point de vue civil. Elle contient trois ordres de dispositions :

1° Suppression du droit d'hériter, au delà du quatrième degré ; la situation des arrière-petits-neveux est là encore sacrifiée. Mais des innovations originales se rencontrent en outre dans cette proposition.

2° Telle est la réduction à la moitié de la succession de la vocation héréditaire du conjoint survivant, appelé en l'absence de parents. M. Colin fait remarquer que la diminution du nombre des parents successibles aura pour conséquence d'ouvrir plus fréquemment la vocation de l'époux survivant ; et il lui semble juste de contre-balancer l'avantage ainsi procuré à l'époux survivant par une augmentation des droits de l'Etat. Nous croyons qu'à ce point de vue la proposition est très mal inspirée, car s'il y a un bloc irréductible dans la famille, c'est assurément celui qui est constitué par le père, la mère et l'enfant, et quoi qu'il arrive ce petit groupe ne sera jamais touché par l'évolution des mœurs. Toute atteinte au droit de succession du conjoint est une méconnaissance flagrante du lien qui unit le père et

1. Article 1^{er} de la proposition.

la mère, et une réaction regrettable contre l'œuvre bienfaisante et d'une haute portée morale, accomplie par la loi du 9 mars 1891.

3° M. Colin réclame la suppression de toute dévolution de la part des héritiers paternels aux héritiers maternels ou inversement, hormis le seul cas de frères et sœurs. Son intention est évidemment de rendre plus fructueuse la vocation de l'Etat, en prohibant toute dévolution de ligne à ligne, excepté au profit des frères et sœurs. La proposition aurait une portée considérable, puisque dans le cas où le défunt ne laisserait ni descendants, ni frères ou sœurs, la succession serait invariablement divisée en deux parties : la moitié revenant à la ligne d'ascendants ou de collatéraux défaillante serait acquise non à l'autre ligne, mais à l'Etat (1).

Ces propositions ont toutes pour conséquence d'augmenter le nombre des hypothèses, où s'exercera le droit de déshérence de l'Etat, et l'on considère la restriction de l'hérédité collatérale comme une sorte de panacée universelle, destinée à faciliter la solution de toutes les questions sociales. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on agite ces idées : déjà en 1847, un auteur qui songeait à augmenter les droits de succession de l'Etat, indiquait un mode d'emploi

1. Proposition déposée le 3 juillet 1906. *J. off.* Doc. Parl., S. O. 1906. Annexes, n° 190, p. 145.

tout particulier de ces successions : c'était de les utiliser à l'amélioration des ateliers de travail, en vue de hâter « le règne de la fraternité universelle (1) ». Ce qui montre bien que tous les réformateurs sont préoccupés de poursuivre, par la limitation de l'hérédité *ab intestat*, un but social, c'est la destination qu'ils recommandent pour l'emploi des ressources ainsi procurées.

Les successions en déshérence étaient affectées par la proposition Couturier (1884) à la dotation des enfants assistés ; par la proposition Giard (1884) à l'établissement de la Mutualité Nationale grâce à un fonds dont l'Etat et les communes auraient été propriétaires indivis. D'après la proposition Sabatier, elles auraient été utilisées pour les œuvres d'instruction, de science ou d'assistance, situées dans le département du domicile du *de cujus* (1889) ; enfin M. Allemane (1901) y voyait une ressource toute indiquée pour les services des pensions ouvrières.

Le trait commun de toutes ces préoccupations, manifestées dans les documents législatifs, ce sont les hésitations qui règnent sur la destination à donner aux fonds provenant des successions en déshérence. A qui ces successions doivent-elles profiter ? Convient-il de les fondre dans le budget de l'Etat, ou au

1. Maurocardato. Thèse, Paris, 1847, p. 100. *Des divers ordres de succession « ab intestat »*.

contraire de les réserver pour un but spécial : l'accomplissement des œuvres sociales ? En général, les propositions de réforme s'accordent à décider que les successions en déshérence appartiendront toujours à l'Etat, et non pas à des organismes sociaux plus étroits, comme la commune ou d'autres établissements publics (1). Cependant n'y a-t-il pas des collectivités moins importantes qui seraient, comme l'Etat, en situation de réclamer une part des successions en déshérence ? On a parlé, en effet, des communes comme étant aussi qualifiées que l'Etat à cet égard. La conception de la vocation héréditaire des communes, a été mise en avant par Bernhoeft (2). En Suisse, les articles 747 et 748 du Code du canton de Fribourg attribuent la succession à la commune du dernier domicile du défunt, ou à son défaut à celle où le père et la famille étaient domiciliés. De même l'article 553 du Code de Soleure attribue la succession à la commune sur le territoire de laquelle le défunt était né.

Il y aurait peut-être des profits à effectuer cette décentralisation administrative ; les individus en général, s'intéressent plus à la commune qu'à l'Etat, car il est évident que l'Etat touche de moins près

1. Cf. sur ce point la thèse déjà citée de M. Bigallet. Lyon, 1898, p. 69 et s.

2. Bernhoeft. *Zür reform des Erbrechts*. Berlin, 1894, p. 74 et s.

l'individu. Seulement on craint que des compétitions ne s'engagent au sujet des biens provenant d'héritage, et ne suscitent des manœuvres scandaleuses.

D'ailleurs quelle que soit la destination donnée aux successions en déshérence, qu'elles aillent grossir le budget des communes ou de l'Etat, il semble acceptable qu'elles soient destinées à des œuvres sociales d'une utilité incontestable. Cette destination serait conforme d'abord à la volonté du défunt ; les individus n'aiment pas que les biens qu'ils laissent, perdent immédiatement leur identité ; ils tiennent à ce qu'il y ait encore quelque chose d'eux-mêmes qui leur survive, et à ce que le souvenir de leur existence ne soit pas immédiatement effacé. D'un autre côté, le droit de succession de la collectivité, ne peut se justifier qu'à la condition de favoriser la création d'œuvres, d'utilité générale. Si l'on part de l'idée que la propriété privée doit une grande partie de sa valeur au profit qu'elle retire de l'organisme social, on peut conclure que la succession en déshérence doit avant tout fournir un appoint pour les œuvres d'utilité commune. Ce qui vient de la propriété privée doit faire retour à cette propriété. La succession en déshérence devrait être employée à venir en aide à ceux qui manquent de propriété individuelle, à favoriser les œuvres d'assistance ou philanthropiques.

Il semble d'ailleurs que pour l'accomplissement

d'œuvres économiques de ce genre, la commune serait un centre économique trop étroit.

Dans son avant-projet du Code civil belge, Laurent préconisait les œuvres de solidarité sociale, comme étant un emploi indiqué d'avance pour les successions en déshérence ; avec le produit de ces successions, l'Etat devrait constituer un fonds spécial pour couvrir les frais d'instruction et d'éducation des classes ouvrières. La même idée se retrouve dans les travaux préparatoires du Code civil suisse : D'après le projet de 1895, les cantons devront consacrer le montant des successions en déshérence, à l'assistance des indigents, à l'instruction et à l'hygiène publique (1).

L'article 956 du Code civil espagnol est intéressant à consulter à cet égard : il dispose qu'à défaut des personnes qui ont droit d'hériter, l'Etat héritera, et il distribuera les biens à des établissements de bienfaisance dans l'ordre suivant :

1° Aux établissements de bienfaisance municipale et aux écoles gratuites du domicile du défunt ;

2° Aux établissements de même nature de la province du défunt ;

3° Aux établissements de bienfaisance et d'instruction ayant un intérêt général.

1. Huber. *Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse*, p. 17 et suiv.

En France, M. Bigallet a développé des idées analogues dans sa thèse citée plus haut. D'après cet auteur, les immeubles dépendant de successions en déshérence, hypothèse assurément rare, devraient être attribués aux ouvriers pauvres ; les valeurs mobilières seraient également employées à des œuvres d'assistance : établissement de colonies agricoles, qui permettraient aux salariés d'acquérir des propriétés et de mettre en valeur des terrains improductifs ; établissement de sociétés de crédit agricole, création et développement de restaurants, de cours et de spectacles destinés au peuple.

Mais il ne faut pas oublier que, malgré de profondes divergences d'appréciation, on s'accorde en général à reconnaître que le produit des successions en déshérence ne dépasserait pas une quinzaine de millions. Dans ces conditions, il convient de se montrer réservé sur les avantages sociaux qu'on retirerait de la disponibilité de sommes aussi peu considérables. Au surplus, quand on se demande à quelles œuvres seront consacrés les biens mis par l'exercice de la déshérence à la disposition de l'Etat, des départements ou des communes, on ne tient peut-être pas suffisamment compte, pour apprécier l'importance des biens qui deviendraient ainsi disponibles, de l'exercice du droit de tester, auquel les citoyens recourraient peut-être davantage que par le passé. C'est là une des principales raisons pour lesquelles il

ne faut pas s'attendre (le droit de tester ne pouvant être touché sans une violation de la propriété individuelle), à ce que le gain réalisé augmente les recettes du budget dans une proportion importante.

Peut-être à ce point de vue serait-il préférable d'organiser un droit de déshérence au profit des organismes économiques régionaux, dont l'individu comprendrait mieux le but et l'utilité immédiate, et auxquels il s'intéresserait plus facilement.

Un but altruiste spécialisé, comme tel hôpital, telle société de secours mutuels, parle mieux au cœur et à l'imagination des hommes que des œuvres répondant à un intérêt général de la nation, dans lesquelles le citoyen démêle moins facilement les idées de solidarité sociale. Ce sont là des préférences individuelles bien connues, que n'ont pas ignorées d'ailleurs les auteurs des propositions de la réforme de l'article 755.



CHAPITRE II

Le fondement du droit de déshérence

L'idée qui se dégage des propositions parlementaires, dont nous venons de donner l'analyse, c'est que l'élargissement du droit de déshérence correspond à la reconnaissance d'une vocation successorale au profit de l'Etat. Mais il y a d'autres explications possibles du fondement de ce droit de déshérence : on peut considérer que le droit ouvert en faveur de l'Etat constitue en effet une véritable vocation héréditaire. Mais on peut prétendre aussi qu'il s'agit de la manifestation d'un domaine éminent, qui appartiendrait à l'Etat sur les biens des particuliers. Enfin n'y aurait-il pas moyen de soutenir que l'Etat recueille les successions en déshérence par application du principe bien connu qui lui attribue les biens vacants et sans maître ; dans cette opinion l'article 768 ne se présenterait que comme un prolongement et un

développement de la règle formulée dans l'article 539. Il est donc permis de songer à trois théories, pour justifier le droit de déshérence.

Il reste à savoir quelle est, parmi ces trois explications, celle qui doit l'emporter. Or, pour s'en rendre compte il est indispensable, avant d'examiner les controverses présentes, de jeter un coup d'œil sur le passé, et de rechercher comment la difficulté avait été résolue sous l'ancien régime et pendant la période intermédiaire :

I. — Sous l'ancien régime, le droit de déshérence se présente nettement comme la manifestation d'un pouvoir de souveraineté. Sur le principe, aucune difficulté n'est possible : « d'après le droit commun, écrit Bacquet, le droit de déshérence appartient au roi. Toutefois le roi ayant fait cet honneur aux ducs, marquis, comtes et autres seigneurs de son royaume, de leur donner ou plutôt communiquer droit de haute, moyenne et basse justice, en leurs terres et seigneuries, sous ombre de haute justice, ils ont repris le droit de déshérence sur le roi, encore que de tels droits n'aient rien de commun avec le droit de justice, qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient. (1) » Dès qu'une succession en déshérence s'ouvre dans le ressort d'une

1. Bacquet. *Traité du droit de déshérence*. Chap. I n° 1, et suiv.

seigneurie elle appartient au seigneur haut justicier. L'article 167 de la coutume de Paris de 1510 n'est pas moins formel à cet égard : « Quand le propriétaire possesseur d'un héritage va de vie à trépas sans hoirs apparents, le haut justicier en la justice duquel les héritages sont assis, peut et lui est loisible, iceux héritages vacants et non occupés saisir et mettre en sa main. » La règle formulée par ce texte avait une portée plus large que celle du ressort de la coutume de Paris, et elle s'appliquait à tout le pays. C'est ainsi que dans la coutume de Normandie, il y avait un article 146 ainsi conçu : « Aux seigneurs féodaux appartiennent les héritages de leurs vassaux après leur décès, à droit de déshérence et ligne éteinte aux charges de droit, s'il ne s'y présente hoirs habiles à succéder, dans le septième degré inclusivement ». De même dans la coutume de Bretagne, d'après l'article 595, « et défailant un estoc, ne succède l'autre estoc ; ainsi sera le seigneur du fief préféré à recueillir les choses par droit de déshérence et de réversion ».

« Comment expliquer ce droit de domaine éminent, considéré d'abord comme appartenant au seigneur, puis lorsque l'autorité royale se fut affermie, comme étant un attribut du souverain ? Les anciens auteurs, pour qui l'existence de ce droit de domaine éminent ne saurait être contestée, ont cherché à l'appuyer sur un fondement juridique. »

Pour certains d'entre eux, le droit de déshérence repose sur l'occupation. « Cette dispute, écrit Lefebvre de la Planche, entre le seigneur du fief et le seigneur haut justicier (1), est une dispute sur le principe de la déshérence. Si ce droit est relatif à la règle de droit public, au droit du premier occupant, c'est entre les mains du seigneur haut justicier qu'est ce trésor public ; mais si on rapporte ce droit à la propriété directe sur les habitants, serfs du seigneur et partie de la glèbe, c'est au seigneur du fief qu'appartient le droit de déshérence. Or, l'option entre ces deux principes est toute jugée, puisque nos mœurs ont reconnu l'illusion de ce principe qui fait de l'homme un accessoire de la terre qu'il cultive ; il faut chercher dans une source plus pure l'origine du droit de déshérence. L'idée du Trésor public, subrogé aux droits du premier occupant, forme cette source (2). »

Généralement, on reconnaissait que le seigneur haut justicier excluait le seigneur féodal ; l'exercice de la déshérence était considéré comme une compensation aux charges que lui imposait le service de la

1. Il régnait en effet une controverse sur le point de savoir si la déshérence serait exercée par le seigneur féodal ou par le seigneur haut justicier.

2. Lefebvre de la Planche. *Traité du domaine*, édit. 1765, t. III, p. 76.

justice (1). « Les biens vacants, dit encore Loyseau, sont attribués à la justice pour soutenir les charges d'icelle (2). »

Cependant d'autres auteurs critiquaient cette explication ; ils prétendaient qu'elle n'avait été produite que pour légitimer des usurpations commises par les seigneurs hauts justiciers, qui étaient plus puissants que les autres. D'après Lebret, « dire que la déshérence soit un des fruits et des émoluments de la justice, c'est une proposition ridicule, parce que proprement les profits de la juridiction ne consistent qu'aux confiscations et aux amendes (3). »

Plus tard, le droit de déshérence fut considéré comme l'exercice du droit de souveraineté appartenant au roi ; la couronne était regardée comme ayant un domaine éminent sur toutes les terres du royaume ; c'est la règle connue sous le nom de « directe universelle », d'après laquelle toute terre doit être fief ou censive (4). Le roi était considéré comme concédant la jouissance du droit de propriété, dont il conservait l'exercice. « On voit bien, écrit Lebret, des rois sans royaume, mais l'on ne

1. Ferrière. *Commentaire de la Coutume de Paris*, sur l'art. 67.

2. Loyseau. *Traité des seigneuries*, ch. XII, n° 85.

3. Lebret. *Souveraineté*, t. III, n° 12.

4. Hervé. *Théorie des matières féodales et coutumières*, t. IV. Chap. vi.

peut pas voir des royaumes sans roi, et les terres sans seigneur ; sitôt que l'un abandonne l'autre s'en saisit ; s'il a un héritier, il lui succède ; s'il n'en a pas, le fisc entre à sa place. » (1).

Poullain du Parc affirme encore que le droit de déshérence est un droit attaché à la seule féodalité, en vertu de la condition tacite de l'inféodation primordiale, par lequel à défaut d'héritiers directs et collatéraux, le seigneur recueille les biens mouvants de lui. » (2) En d'autres termes, la propriété féodale se décompose en deux éléments : le domaine éminent retenu par le suzerain et le domaine utile attribué au vassal. Or dans ce système le roi, en qualité de seigneur supérieur, était l'unique propriétaire des terres féodales.

Cette théorie régnait sans conteste depuis le début du Moyen âge. Notamment, lors de la conquête de l'Angleterre par les Normands, on admit que le roi était devenu le propriétaire de tout le territoire, et depuis lors toute terre anglaise fut considérée comme concédée par le souverain (3). Le principe de la directe universelle reçut même en France une

1. Lebret. *Souveraineté. Des droits du roi.* Chap. XII.

2. Poullain du Parc. *Principes du droit français*, t. II, p. 98.

3. De Laveleye. *La propriété, ses formes primitives.* Edit. 1877, p. 131.

Garsonnet. *Histoire des Locations perpétuelles*, p. 308 et 320.

consécration législative ; l'article 383 du Code Michaud portait en effet : « tous héritages relevant de nous, en pays coutumier ou de droit écrit, sont tenus ou sujets au droit de lots et de vente, quints et autres droits ordinaires, selon la condition des héritages et la coutume des lieux ; et sont tous héritages ne relevant d'aucun seigneur censés relever de nous, si non pour tout ce que dessus les possesseurs des héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent. »

Dans son édit de 1692, Louis XIV proclamait avec énergie le même principe : « L'application continuelle que Nous avons à rechercher toutes les parties de Notre domaine, qui ont été ci-devant aliénées et usurpées, Nous ayant fait connaître que Nous n'avons point de droit ni mieux établi, ni plus inséparablement attaché à Notre couronne que celui de la mouvance et de la directe universelle, que Nous avons sur toutes les terres de notre royaume, Nous avons remarqué qu'il y en a un grand nombre, tant nobles que roturiers, lesquels sont possédés en franc-allen, sans avoir pour ce aucun titre de Nous. » On en était donc arrivé en France à une doctrine analogue à la théorie anglaise du domaine éminent de la couronne sur tous les biens du royaume. Lebreton déclare même que, par le seul droit de sa souveraineté, le roi doit avoir le pouvoir de se mettre en possession des terres abandonnées et qui demeurent

sans seigneur (1). On peut en conséquence affirmer que la théorie du domaine éminent a constamment servi sous l'ancien régime, à justifier le droit de l'Etat sur les successions en déchéance.

Quelle a été sur ce point la théorie de la période intermédiaire ? — Les lois révolutionnaires, en abolissant le régime féodal, ont emporté du même coup tous les droits des seigneurs, et ont transmis à la nation leurs privilèges. La loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790 déclare la nation propriétaire du domaine ; c'est donc à celle-ci que les successions en déshérence doivent revenir : « Tous les biens et effets, meubles ou immeubles, demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la nation. » Faut-il voir dans cette loi un maintien du principe de souveraineté seulement transférée à la nation, au lieu de constituer une prérogative du roi ? Il semble bien que telle doit être l'opinion à laquelle il convient de se ranger. Merlin, qui avait vécu au milieu des événements de la Révolution et qui avait pris part à toutes les grandes discussions juridiques de cette époque, déclare en effet qu'« en ôtant au droit de déshérence sa qualité de droit seigneurial, les lois du 4 août 1789 et du 13-20 avril 1791 ne l'ont pas

1. Lebret : *Souveraineté*, t. III, n° 12.

supprimé ; elles l'ont au contraire rétabli dans sa nature primitive ; elles lui ont rendu son caractère de souveraineté, et dès lors l'Etat seul en a l'exercice » (1). Tel est donc le point de vue auquel s'est placée la législation révolutionnaire, mais pas plus que l'ancien droit, elle n'a entendu ériger l'Etat en successeur.

Ce n'est pas que des propositions n'eussent été formulées en vue d'attribuer à l'Etat une vocation héréditaire. Dans son plan de Code civil, l'ancien constituant Durand de Maillane proposait d'attribuer à l'Etat une part dans les successions ; il aurait pris, en concours avec les parents les moins proches, une part variant du douzième à la totalité de l'hérédité : un douzième de la succession en présence de parents au 4^e degré, un dixième en présence de parents au 7^e degré, la moitié en présence du conjoint (2), et la totalité en présence des autres parents (3). Mais ce projet fut écarté, car il se heurtait à une opposition générale à cette époque contre la reconnaissance d'une vocation héréditaire à l'Etat.

1. Merlin : *Répertoire de jurisprudence*. Verbo : Déshérence.

2. Durand de Maillane avançait ainsi de plus d'un siècle la proposition déposée à la Chambre le 3 juillet dernier par M. Maurice Colin.

3. Ambroise Colin : *Le droit de succession dans le Code civil. Livré du centenaire*, 1904, p. 324.

L'idée dominante, pendant cette période, c'est que « les biens abandonnés par la mort de leurs possesseurs ne doivent pas servir à grossir les fonds publics ; s'il faut à ceux qui disparaissent d'entre les vivants des successeurs particuliers qui les remplacent dans leur succession, ces successeurs ne peuvent être pris que dans la famille même, qui était en quelque sorte co-propriétaire des mêmes biens... Pour transférer les biens d'un défunt hors de la famille, il faudrait dépouiller cette famille pour des étrangers, et il n'y aurait à cela ni raison, ni justice, ni convenance. » (1)

En se montrant ainsi animé du désir d'éliminer le fisc le plus possible, et, plutôt que de lui conférer la succession, de l'attribuer à un parent, quelque éloigné qu'il fût du défunt, le droit intermédiaire se rattache à la tradition de l'ancien régime, et son attitude vis-à-vis de l'Etat sur notre sujet se ramène à une négation absolue de toute vocation en sa faveur. Par conséquent, si l'Etat, dans la conception révolutionnaire, recueille les successions en déshérence, c'est en vertu de son droit de souveraineté sur toutes les portions du territoire.

II. — Quel est, d'après le Code civil interprété par la jurisprudence contemporaine, le fondement du droit de déshérence ?

1. Discours de Mirabeau, lu après sa mort à la Constituante, le 2 avril 1791. *Archives parlementaires*, t. 24, p. 510.

Une première opinion, qui se rattache au passé, continue d'expliquer le droit de déshérence de l'Etat par l'idée d'une souveraineté qui lui appartiendrait sur toutes les parcelles du territoire. L'Etat posséderait le droit de déshérence, comme manifestation d'un domaine éminent qui lui appartient sur tous les biens des individus.

Pour défendre cette opinion, on invoque l'idée soutenue par Rousseau d'une propriété préexistante au profit de l'Etat. D'après Rousseau, l'Etat, comme représentant de la société, aurait été le véritable créateur de la propriété individuelle. On sait que la théorie de Rousseau repose sur un pacte social, dont la clause unique et fondamentale consiste dans l'aliénation totale de chaque associé, avec tous ses droits, à toute la communauté » (1). En vertu de cette idée, l'homme a sans doute aliéné sa liberté naturelle et aussi les produits qu'il pouvait se procurer par sa seule activité ; en revanche il a obtenu comme compensation la liberté civile et la propriété de ce qu'il possède. « Lorsqu'en acceptant les biens des particuliers, la communauté les en dépouille, elle ne fait que leur en assurer la légitime possession, changer l'usurpation en un véritable droit et la jouissance en propriété. Alors les possesseurs étant con-

1. J.-J. Rousseau : *Contrat Social*. Edit. Dreyfus-Brisac, Paris, 1896, liv. I, chap. vi.

sidérés comme dépositaires du bien public, leurs droits étant respectés de tous les membres de l'Etat, et maintenus de toutes les forces contre l'étranger, par une cession avantageuse au public et plus encore à eux-mêmes ; il ont pour ainsi dire acquis ce qu'ils ont donné (1). » Cette théorie aboutit à ériger l'Etat en propriétaire de tous les biens individuels, parce qu'il a acquis la maîtrise de ces biens, en vertu du contrat social. L'Etat pourrait donc, au décès de chaque propriétaire, reprendre les biens laissés par ce dernier. Cependant, il doit autant que possible respecter la vocation des parents, parce que « rien n'est plus funeste aux mœurs et à la République que les changements continuels d'état et de fortune entre les citoyens » (2). Mais s'il n'existe pas de proches parents au décès de l'individu qui est mort laissant des biens, l'Etat représentant de la société, en vertu de son pouvoir illimité sur les individus et sur les biens, est fondé à reprendre l'héritage.

Donc, en défendant le droit éminent de souveraineté, les publicistes, qui caractérisent ainsi le droit de déshérence de l'Etat, nous ramènent non pas à un lointain passé et aux idées en faveur au Moyen âge, mais à l'époque plus récente où toutes les doc-

1. J.-J. Rousseau. *Contrat Social*, liv. I, chap. IX.

2. *Discours sur l'Economie politique*, t. V des œuvres complètes de Rousseau. Edit. Dupont. Paris, 1823, p. 36.

trines philosophiques, qui sont à la base des institutions modernes, se sont élaborées.

La théorie d'après laquelle l'Etat en recueillant par déshérence ne ferait que reprendre la concession qu'il avait accordée, lorsque cette succession se trouve sans titulaire, après le décès de celui qui en avait bénéficié, a été défendue avec vigueur par l'Administration de l'enregistrement vers le milieu du xix^e siècle : l'Administration cherchait à faire reconnaître par les tribunaux un droit de propriété au profit de l'Etat, ou de domaine éminent, en vue d'assurer le triomphe, pour le recouvrement des droits de mutation par décès, d'un privilège permettant au fisc de primer dans une distribution les autres créanciers, et de réclamer l'impôt des successions à tout détenteur des immeubles héréditaires, même à un tiers acquéreur.

Cette doctrine avait été présentée dans les termes suivants par l'Administration : « Si l'impôt ordinaire est le prélèvement d'une fraction du revenu annuel au profit de l'Etat, qui assure à chacun le droit de disposer des biens dont l'Etat a été le propriétaire primitif et de les transmettre dans l'ordre exprès ou présumé de ses affections et de ses préférences, il ne faut pas chercher dans la loi du 22 frimaire an VII, ni l'établissement, ni l'exclusion du droit exceptionnel revendiqué par l'Etat, mais seulement sa consécration comme un droit préexistant dont la loi du

22 frimaire a voulu seulement régler l'exercice en l'entourant de nouvelles garanties. En rattachant ainsi le droit de prélèvement, revendiqué par le Trésor à la nature de sa créance et de son origine, le juge n'a point à se préoccuper du rang qu'il convient de lui assigner dans une contribution ou dans un ordre, parce qu'aucun créancier du possesseur, quelle que soit la nature de son titre, n'a pu acquérir des droits sur les biens de son débiteur qu'en subissant les éventualités attachées à la possession de celui-ci » (1). La propriété privée était ainsi présentée par le fisc comme n'existant qu'en vertu d'une concession de l'Etat, et la continuité de cette concession était subordonnée au prélèvement de l'impôt de mutation par décès, et à défaut de paiement de cet impôt, l'Etat retirait l'investiture et reprenait l'héritage.

Cette doctrine fut accueillie par la Cour de Paris (2), mais la Cour de cassation, le 23 juin 1857, rejeta l'argumentation du fisc, et refusa de voir, dans l'impôt de mutation par décès ou dans le droit de déshérence, la manifestation d'un domaine éminent conférant à l'Etat une propriété supérieure à celle

1. Garnier. *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e édition 1892, V^o *Succession*, n^o 1419.

2. Arrêt du 13 mars 1855. S. 55. 2. 161. — Arrêt du 12 novembre 1855. S. *Ibid.*

des individus. Le rapport de M. le conseiller Laborie a fait justice des arguments accumulés par l'Administration, à l'appui de sa thèse. Déjà, le 17 août 1770, la Cour des aides déclarait que le droit essentiel de tout peuple qui n'est pas esclave est d'avoir la propriété de ses biens (1). Tous les anciens auteurs s'attachent à démontrer l'indépendance entre le droit de souveraineté et le droit de propriété de l'Etat. « La puissance publique ne défère pas au magistrat suprême le domaine, la propriété des fonds qui appartiennent aux citoyens » (2).

En définitive, l'intérêt du fisc aurait abouti à faire revivre en plein XIX^e siècle la théorie féodale de la distinction du domaine éminent et du domaine utile. Or, comment admettre, après les décrets révolutionnaires du 11 août 1789 et du 15 mars 1790, qui ont fait table rase des anciens privilèges féodaux, que le droit intermédiaire n'ait pas voulu supprimer à jamais les droits des seigneurs ou le droit de suzeraineté du roi ? Il ne semble plus possible de parler de domaine éminent de l'Etat, lorsqu'on se réfère au principe d'émancipation de la propriété, proclamé le 26 septembre 1791 par l'Assemblée constituante :

1. Bodin. *De la République*, liv. 1, chap. VIII ; liv. 2, chap. II. — Bossuet. *Politique tirée de l'Ecriture sainte*, liv. 8, art. 2 (1^{re} proposition).

2. Puffendorf. *Droit de la nature et des gens.*, liv. 8, chap. V ; liv. 2, chap. XV.

« Le territoire de la France dans toute son étendue est libre comme les personnes qui l'habitent ; ainsi toute propriété territoriale ne peut être assujettie envers les particuliers qu'aux redevances et aux charges dont la convention n'est pas défendue par la loi, et envers la nation qu'aux contributions publiques ».

L'Assemblée législative, les 18 et 25 juin 1792, consacrant les principes d'émancipation des immeubles, a déclaré en outre nuls et non-avenus tous les effets qui avaient été produits par la maxime : « nulle terre sans seigneur ».

Enfin, la thèse du fisc se trouvait en contradiction avec l'esprit même de notre législation civile. Portalis, se demandant quel est le pouvoir de l'Etat sur les particuliers, donne la réponse suivante : L'Empire qui est le partage du souverain ne renferme aucune idée de domaine proprement dit... Il ne donne à l'Etat sur les biens des citoyens que le droit de régler l'usage de ces biens par des lois civiles... Nous convenons que l'Etat ne saurait subsister, s'il n'avait les moyens de pourvoir aux frais de son gouvernement ; mais en se procurant ces moyens par la levée des subsides, l'Etat n'exerce point un droit de propriété ; il n'exerce qu'un simple droit d'administration » (1).

1. Vallier (déjà cité), p. 531.

La Cour de cassation ne se contenta pas, pour écarter la prétention de l'administration, de s'appuyer sur les idées des anciens publicistes et sur les travaux préparatoires du Code civil : s'attachant à la conception philosophique de la propriété, elle démontra que, même en considérant la propriété individuelle comme une création de l'Etat, il n'en résulte pas pour ce dernier un domaine éminent sur tous les biens des particuliers. L'Etat, quand il crée un droit, l'établit d'une manière définitive, et sans pouvoir jamais le reprendre ; tels sont du moins les caractères de la propriété, d'après le Code civil lui-même (art. 544). La propriété a été consacrée par notre législation comme un droit individuel, absolu et exclusif. Sans doute la notion de l'absolu du droit de propriété subit, à l'époque contemporaine, des restrictions de plus en plus nombreuses, au nom d'un intérêt social supérieur ; mais quelle que soit l'évolution des idées et des mœurs, il demeure toujours vrai que les conditions d'existence de la propriété individuelle sont incompatibles avec l'idée d'une concession qui émanerait de l'Etat (1).

Si le droit de déshérence ne peut plus s'expliquer aujourd'hui par un droit éminent de souveraineté, faut-il le considérer comme étant une application du principe qui attribue à l'Etat les biens vacants et

1. Cf. Cassat., 23 juin 1857. S. 57. I. 399.

sans maître, l'article 768 étant le corollaire et le développement de l'article 539 ? Ce principe avait déjà été admis dans l'ancien droit, mais seulement pour les successions immobilières, par certains auteurs (1). Cette opinion est reprise aujourd'hui pour toutes les successions, quelle que soit leur nature, mobilière ou immobilière (2).

Le patrimoine de celui qui décède sans héritier devient vacant et semblable à tous les autres biens qui n'ont pas de maître ; il doit donc en subir la condition juridique et appartenir à l'Etat. Que les successions en déshérence soient assimilées à des biens vacants et sans maître, et à ce titre appartiennent à l'Etat, c'est ce qui résulte à n'en pas douter de la combinaison des articles 539 et 713.

D'après l'article 713, les biens qui n'ont pas de maître sont dévolus à l'Etat. Aux termes de l'article 539, tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat. L'article 713 et la première partie de l'article 539 concernent les biens qui n'ont pas de maître, c'est-à-dire les biens considérés individuelle-

1. Loyseau. *Traité des seigneuries*, ch. XII, n° 89.

2. Glasson. *Eléments du droit français*, t. I, p. 495 et 499.
— Vallier (déjà cité), p. 523 et s. ; — et aussi, bien que l'opinion de cet auteur ne soit pas très nettement formulée, Tassain. *Le droit de déshérence*. Thèse de Paris, 1897, p. 85.

ment et notamment les immeubles inoccupés (1) ; il en est ainsi également dans la première partie de l'article 539 ; puis, comme il aurait été difficile de prétendre qu'une masse qui n'a pas encore perdu son individualité juridique, telle qu'une succession, doive être comprise dans l'expression « biens vacants et sans maître », l'article 539 (2^e partie) et l'article 768 sont venus décider que l'acquisition des successions en déshérence, comme celle des biens vacants particuliers, s'opérerait au profit de l'Etat, l'acquisition de l'Etat se justifiant dans les deux cas par les mêmes raisons d'ordre public.

Rien de plus légitime, affirme-t-on dans cette opinion, que cette attribution du patrimoine du défunt à l'Etat, en tant qu'universalité vacante et sans maître. Le but du législateur, dans les articles 539 et 768, a été une préoccupation de police générale : il a voulu prévenir des troubles que n'auraient pas manqué de soulever les compétitions s'agitant autour des hérédités vacantes : « Le fisc ou le trésor de la République recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter, pour cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu, appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens : jouissant pour l'avantage commun, il

1. Fenet. *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. II, p. 124 et 212.

prévient les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants d'une succession vacante (1). » Donc, dans cette théorie, si l'Etat appréhende la succession c'est pour empêcher les scandales et les désordres qui résulteraient des luttes individuelles engagées autour des dépouilles du défunt. Le droit de déshérence ne serait que l'application d'une institution de police générale, et non pas d'une vocation successorale.

On se fonde encore dans cette théorie sur les travaux préparatoires du Code civil : on rappelle que les idées révolutionnaires étaient opposées à la reconnaissance d'un droit héréditaire au profit de l'Etat. Dans la conception du droit intermédiaire, les idées de solidarité sociale, devenues aujourd'hui en faveur, n'étaient pas encore apparues. Le législateur révolutionnaire était partisan d'une restriction énergiquement accentuée des fonctions de l'Etat, considéré comme ne devant assurer que les services essentiels à la marche des affaires publiques et à la sécurité de la nation. Aussi Portalis considérait le droit de déshérence comme un pouvoir d'administration et de gouvernement, et non comme le droit de succéder aux fortunes privées (2).

1. Siméon, dans Fenet, t. XII, p. 233.

2. Cf. Demolombe, t. XIV, p. 259. (*Cours de droit civil.*)

Cette doctrine se présente avec une apparence de logique très forte ; elle s'appuie également sur des considérations historiques qui ne sont pas sans valeur. Seulement, comment expliquer, si l'exercice du droit de déshérence n'est que l'attribution d'un droit de police générale, que l'Etat soit astreint à toutes les formalités qui sont imposées en général aux successeurs ? L'Etat répond des dettes *intra vires successionis* ; il est tenu, comme le conjoint survivant, de demander l'envoi en possession. Ne sont-ce pas là autant de formalités caractéristiques, non pas d'une appréhension matérielle destinée à prévenir des conflits, mais d'une vocation héréditaire plaçant l'Etat dans la catégorie des successeurs ? Comment surtout admettre, si l'Etat ne recueille que des biens vacants et sans maître, cette obligation aux dettes, qui n'est jamais imposée dans notre droit qu'aux personnes placées dans la situation d'ayants cause universels ou à titre universel ?

D'autre part, attribuer à l'Etat les successions en déshérence en vertu d'un droit de police générale, c'est abolir toute distinction entre la succession en déshérence et la succession vacante, et supprimer la notion même de la succession vacante. L'Etat n'aurait plus à manifester par des actes quelconques sa volonté d'entrer en possession du patrimoine d'une personne décédée sans héritiers ; il serait investi à son insu, malgré lui, et au nom de l'intérêt supérieur

de la paix sociale, des biens qui resteraient sans successeur, après la mort de leur propriétaire. Or, toutes les règles de notre législation subordonnent à une manifestation de volonté de l'Etat la faculté pour lui d'exercer le droit de déshérence. Donc la thèse qui considère le droit de déshérence comme équivalent à une attribution de biens vacants et sans maître, nous paraît impuissante à révéler le fondement de l'institution.

Il ne reste qu'une explication possible, et c'est en effet celle à laquelle nous nous rallions; l'Etat venant à la succession par déshérence est un véritable héritier. Le droit de déshérence c'est le droit qui appartient à l'Etat de s'attribuer les successions auxquelles ne se présente aucun autre héritier. C'est la thèse de l'Etat successeur qui doit l'emporter à notre avis.

Toutes les propositions de loi qui ont été formulées dans ces vingt dernières années en vue de restreindre l'hérédité collatérale, n'ont jamais mis en doute que l'Etat ne fût un véritable successeur (1).

Ce n'est pas non plus d'aujourd'hui qu'on trouve dans les arrêts l'affirmation de cette théorie : depuis longtemps la jurisprudence a admis que l'Etat,

1. Voir notamment la proposition de M. Klotz, d'après laquelle les parents au delà du quatrième degré ne succèdent pas, et qui écarte jusqu'au petits-neveux. (Ch. Séance du 5 mars 1903. *J. off.*; Déb. parl. Ses. ord., 1903, p. 1045.)

lorsqu'il recueille les biens à défaut de parents ou de conjoint survivant, les reçoit à titre de succession. L'arrêt du 13 juin 1855 notamment de la Cour de cassation attribue expressément à l'Etat la qualité de successeur irrégulier. « La loi, déclare la Cour suprême, ne formule aucune distinction entre les héritiers du sang et les successeurs irréguliers ; la seule différence qui existe entre les uns et les autres, est que les premiers sont saisis de plein droit, et que les autres sont tenus de demander l'envoi en possession ; mais, lorsque l'envoi en possession a été prononcé, son effet remonte, comme l'effet de l'acceptation, au jour de l'ouverture de la succession (1). » Assimiler les effets de l'envoi en possession et ceux de l'acceptation, c'est indiquer clairement que l'Etat ne recueille les successions en déshérence que parce qu'il est héritier.

Citons encore dans le même sens un arrêt de la Cour de Lyon en date du 31 juillet 1885 : « Lorsque le défunt a exhéredé purement et simplement tous les membres de sa famille, il a entendu appeler ses héritiers irréguliers et notamment l'Etat. » (2).

Dans tous ces arrêts, le jurisprudence n'avait pas eu à se prononcer directement sur la question. On peut même mentionner des décisions émanant de

1. Cass., 13 juin 1855. S. 55.1.689.

2. Arrêt Lyon, 31 juillet 1885. S. 87.2.101 ; D. 86.2.229.

tribunaux, et qui paraissent rattacher le droit de déshérence plutôt à un fondement de police générale, l'Etat acquérant ces successions comme des biens vacants et sans maître (1). D'après ce jugement l'Etat n'acquiert (art. 768) une succession en déshérence que parce qu'elle n'appartient à personne, et qu'elle constitue des bien vacants et sans maître (art. 539), auxquels le législateur a assimilé les successions en déshérence ou abandonnées; Chabot et Siméon s'en sont formellement expliqués dans leur rapport au Tribunat et au Corps législatif; l'Etat n'a pas sur elles d'autres droits que celui qu'il pourrait prétendre sur des choses dont personne ne revendique la propriété, c'est-à-dire un droit d'administration et de gouvernement, suivant l'expression de Portalis.

Mais la jurisprudence a vite abandonné cette voie ; et, sous les besoins de plus en plus grandissants de la communauté, elle incline tous les jours davantage à voir dans l'Etat un héritier. Cette tendance caractérise d'abord un jugement du tribunal de la Seine du 26 janvier 1900, où nous trouvons l'argumentation suivante : « Attendu que les biens sont dévolus, à défaut d'héritiers du sang ou de légataires institués, par les articles 723, 724, 767 et 768, au conjoint survivant et à l'Etat, sans parler

1. Trib. Rouen, 26 janvier 1897. *Rép. périod. de l'Enregistrement*, n° 8983.

des enfants naturels, que si le droit à cette dévolution n'est point fondé sur les mêmes principes, que si les héritiers légitimes, les enfants naturels et même le conjoint survivant puisent leur habileté à succéder dans l'affection du *de cujus*, il n'en peut être ainsi pour l'Etat, qui ne recueille la succession que dans un intérêt d'ordre public et peut-être même dans un intérêt fiscal ; mais il n'en est pas moins certain que les uns et les autres ont une vocation légale à l'hérédité, et sont appelés à prendre possession des biens laissés par le *de cujus* dans un ordre déterminé ; que les uns sont des héritiers, les autres des successeurs irréguliers, et cette dénomination qui contient une sorte de hiérarchie dénote chez le législateur l'idée que les successeurs irréguliers ont sur les biens du défunt des droits équivalents à ceux des héritiers, et peuvent par conséquent, comme eux, les acquérir par le même mode d'acquisition ; que par suite le conjoint, comme l'Etat, est un successeur irrégulier, et les motifs, qui ont fait attribuer à tous deux en matière successorale la même qualité, pour être différents, ne peuvent en changer les conséquences. » (1). Et plus loin le jugement dont il s'agit contient cette argumentation caractéristique :

1. Trib. Seine, 26 janvier 1900. *Revue de l'Enregistrement*, n° 2401.

« Attendu que vainement il est soutenu que l'Etat n'est point appelé à la succession comme les autres héritiers ou successeurs, en vertu d'une institution supposée ou implicite, fondée sur l'affection du *de cuius*, mais qu'il y est appelé par droit de souveraineté, par un mode d'acquisition tout spécial des biens vacants et sans maître (art. 539, et 713) ; attendu en effet que ces articles n'ont été écrits qu'en vue des universalités mobilières et des immeubles pour lesquels le droit individuel d'occupation serait incompatible avec l'ordre social, et que dès lors ils se rattachent absolument aux articles 767 et suivants, qui règlent les conditions d'acquisition des biens par les successeurs irréguliers ; attendu que ce mode d'acquisition doit être considéré comme héréditaire. »

Ce jugement est déjà très formel pour considérer l'Etat comme un héritier : Un arrêt de la Cour de Paris en date du 13 décembre 1901 (1) constitue une manifestation encore plus nette de la doctrine de l'Etat l'héritier.

La Cour considère que dans toutes ces dispositions le législateur n'a pas cessé d'assimiler les divers suc-

1. S. 1902. 2. 38 ; D. 1902. 2. 177 ; avec une note approfondie de M. Ambroise Colin. Cet arrêt a tranché en appel la difficulté qui avait été d'abord portée devant le Tribunal de la Seine le 26 janvier 1900,

cesseurs irréguliers ; partout il les traite les uns et les autres comme des héritiers ; il n'y a pas à en douter : leur droit est inscrit dans le Code civil, au titre des successions, sous le chapitre intitulé « Des successions irrégulières » et sous la rubrique. « Des droits du conjoint survivant et de l'Etat ». Il ne s'agit pas seulement d'une similitude apparente ; en réalité ce sont des ressemblances de fond que l'on aperçoit entre les droits du conjoint survivant et ceux de l'Etat. L'Etat est soumis aux mêmes obligations que le conjoint survivant, notamment au paiement des dettes ; comme l'époux il ne peut appréhender de sa propre volonté les biens héréditaires, et l'observation des formalités préalables lui est imposée. D'autre part la vocation successorale de l'Etat au point de vue philosophique s'explique par certains sentiments de convenance, de reconnaissance et d'affection, dont le défunt serait tenu envers la collectivité qui lui a permis, en définitive, de s'approprier les fruits de son travail, et de jouir paisiblement de sa fortune pendant sa vie.

Dans la note qu'il a publiée sous l'arrêt précité, M. Ambroise Colin a produit des arguments qui nous paraissent très solides pour justifier l'arrêt du 13 décembre 1901. D'abord, ce que l'Etat recueille, ce ne sont pas des biens particuliers, c'est un ensemble laissé par le défunt ; donc sous ce rapport l'Etat se trouve dans la même situation qu'un successible :

recueillant une universalité juridique il supporte les dettes ; or cette obligation aux dettes résiste à toutes les explications qui en ont été fournies dans les autres théories sur le fondement du droit de déshérence.

D'autre part l'Etat est parfois primé par certains établissements publics, tels que les hospices (1), la Caisse des Invalides de la Marine (2), la Caisse des retraites pour la vieillesse (3). Le droit qui est ouvert par la loi au profit de ces divers établissements est incontestablement une vocation héréditaire. Pourquoi donc l'attribution des successions en déshérence à l'Etat ne serait-elle pas également une vocation héréditaire ? Serait-il logique d'établir une différence entre les transmissions, suivant qu'elles s'opéreraient au profit du budget spécial d'un établissement public ou au profit du budget général de l'Etat ? Qu'on soit dans tous ces cas en face d'un droit héréditaire, ce n'est pas douteux ; les lois spéciales concernant les lois dont il s'agit s'en expliquant formellement. Ainsi la Caisse des Invalides de la Marine bénéficie du produit des successions des marins non réclamées par les parents, et des successions des personnes,

1. Avis du Conseil d'Etat du 14 octobre 1809 approuvé le 3 novembre et lois du 15 pluviôse an XIII, art. 8 et du 27 juin 1904.

2. Loi du 30 août 1791, art. 4, n° 8.

3. Loi du 20 juillet 1886, art. 18.

autres que les marins, mortes en mer. Quant aux hospices leur vocation s'exerce sur les effets mobiliers apportés par les malades traités gratuitement. Ce ne peut être qu'un droit de succession ; le législateur a considéré qu'un devoir de reconnaissance et d'affection s'imposait au malade vis-à-vis de l'établissement qui lui avait procuré un asile pour ses derniers moments et les ressources de la science médicale pour lutter contre les maladies. Du moment que l'Etat est primé par des services spéciaux qui recueillent à titre héréditaire, c'est que sa propre vocation n'est pas d'une autre nature.

En outre, il n'est pas possible que l'Etat recueille, à titre de biens vacants ou en vertu de son droit de souveraineté, les biens laissés par le défunt, attendu que dans notre législation la vocation successorale est limitée au douzième degré. « On concevrait, a très justement remarqué M. Ambroise Colin, qu'on refusât à l'Etat la qualité d'héritier dans une législation qui ne déterminerait pas limitativement le degré de parenté successible, et déclarerait les parents habiles à succéder à quelque degré que ce soit : alors on serait vraiment autorisé à dire que l'Etat recueille les biens par déshérence et comme *res nullius*. Mais une telle idée n'est pas conciliable avec les dispositions d'un Code qui restreignent au douzième degré et qui abaisseront peut-être bientôt au sixième ou au quatrième degré la série des héritiers *ab intestat*. Tant

qu'il existe un membre de la famille, si éloigné soit-il, peut-on dire qu'on se trouve en présence de biens vacants et sans maître ? » En d'autres termes, si tous les parents de n'importe quel degré étaient admis à succéder, le droit de déshérence de l'Etat se ramènerait bien à l'exercice d'un droit de souveraineté. Mais dans une législation qui limite au douzième degré le nombre des successibles, on ne peut plus parler de biens vacants et sans maître ; l'Etat ne saurait être appelé qu'à titre de successeur.

Au surplus la reconnaissance d'une vocation successorale à l'Etat ne soulève plus aujourd'hui les mêmes difficultés qu'à l'époque de la rédaction du Code. La révolution a accompli sans doute des changements profonds dans l'ordre politique, mais elle a respecté l'ordre économique en vigueur. Elle se rattache toujours à l'ancien principe de l'attribution des biens aux membres de la famille, et elle ne conçoit pas qu'une limitation quelconque puisse être apportée au cercle des parents aptes à succéder. Dans ses observations sur le projet du Code, le tribunal de Lyon déclarait que « la République ne doit jamais hériter ; tout ordre de succession qui tend à exclure la République est, quel qu'il soit, préférable à celui qui l'appelle. Quant aux biens de ceux qui décèdent sans héritiers, il faut alors appeler aux successions tous ceux qui peuvent y avoir quelque droit... La nation et les communautés ne doivent acquérir

que ce qui leur est absolument nécessaire. Tous les biens appartenant à la nation, aux communes, aux établissements publics, coûtent beaucoup d'entretien, rendent peu, sont en général plus mal cultivés, plus mal régis, privent la nation des profits qu'elle en tirerait par l'impôt et par leur circulation dans le commerce » (1).

En 1804 on était bien éloigné des idées actuelles et les rédacteurs du Code n'avaient jamais songé à faire de l'Etat un successeur. La conception d'un devoir à accomplir vis-à-vis de la collectivité est encore totalement ignorée. On remarque une déclaration fort nette à cet égard dans le discours préliminaire du Code : « Sur des biens rendus vacants par la mort du propriétaire, on ne voit d'abord d'autre droit proprement dit que le droit même de l'Etat. Mais qu'on ne s'y méprenne pas : ce droit n'est et ne peut être un droit d'hérédité ; c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Jamais le droit de succéder aux fortunes privées n'a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique. L'Etat ne succède donc pas. » (2).

Mais au cours du XIX^e siècle la question s'est posée de savoir s'il n'y avait pas lieu d'accorder une place meilleure à la collectivité dans les affections du

1. Fenet, t. IV, p. 113, 123, 92 et 94.

2. Fenet, t. I, p. 518.

défunt, et de justifier le droit de déshérence en le considérant comme un véritable droit de succession. Dans les législations étrangères, comme parmi les publicistes français, on a incliné de plus en plus à répudier les théories qui avaient été présentées comme des concepts intangibles en 1804, et on a songé à accorder à l'Etat une vocation successorale fondée sur les devoirs dont l'individu est tenu envers la société. Comme l'a remarqué M. Ambroise Colin, « les auteurs du Code civil avaient élaboré un régime successoral positif, en harmonie avec l'Etat social et moral, avec les idées et les inspirations de la France de leur temps. » (1). Mais la conception de la succession et aussi celle du rôle social de l'Etat se sont complètement transformées depuis un siècle, et les traditions du passé doivent rester étrangères à une société qui est organisée sur de toutes autres bases que celles qui avaient été acceptées jusqu'ici.

A l'époque du Code civil, les gouvernements n'avaient pas conscience de la fin sociale qu'ils devaient réaliser. La famille était encore constitué sur les traditions du passé, et la cohésion du groupe familial avait conservé sa force et son énergie. Mais depuis 1804 le lien familial s'est singulièrement affaibli, et l'Etat a pris à sa charge l'accomplissement

1. Amb. Colin. Le droit de succession dans le Code civil. *Livre du centenaire*, p. 325.

d'une partie des devoirs qui incombaient jadis à la famille seule. Si l'individu augmente chaque jour ses exigences vis-à-vis de la collectivité, il doit par une conséquence logique tolérer que celle-ci se procure par l'hérédité une partie des ressources nécessaires aux fonctions nouvelles dont elle est chargée (1).

Au surplus l'arrêt de la Cour de Paris de 1901 n'est que l'expression d'une préoccupation qui tient une place de plus en plus large dans les écrits des publicistes contemporains. Dans un livre récent (2), M. Eugenio Rignano s'efforce de concilier, avec les données de la doctrine individualiste, les exigences nées sous l'empire des idées de solidarité et à la suite de la transformation subie par la conception de la propriété. Le régime successoral qu'il propose serait destiné à concilier l'organisation actuelle de la société, qui fonctionne sous la double base de la propriété et de l'héritage, avec le maintien des institutions traditionnelles qui, depuis de longs siècles, assurent la prospérité économique des nations. Il préconisait un système qui tout en conservant la propriété individuelle accroîtrait la fortune du

1. Cf. Gastambide. *L'enfant devant la famille et l'Etat*. Thèse, Paris, 1902.

2. *La question de l'héritage* (Brochure extraite d'un ouvrage plus étendu : *Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale*, 1904).

groupe. Au décès d'une personne, l'Etat commencerait par opérer un prélèvement important à titre de droit de succession ; puis, au décès des héritiers du premier ou du deuxième degré au plus, l'Etat prendrait pour lui les biens faisant partie de la succession, et il ne tolérerait pas que la dévolution héréditaire continue son cycle. De cette manière les individus ne transmettraient à leurs successeurs que dans une proportion restreinte ; un rôle considérable serait cependant réservé à l'épargne, puisque tout citoyen en travaillant conserverait la perspective de laisser aux siens le produit de son labeur et de leur assurer par l'héritage une existence exempte de besoins. Mais l'hérédité n'étant pas susceptible de se prolonger indéfiniment, le droit de l'Etat s'ouvrirait bien plus fréquemment, et l'innovation proposée par M. Rignano aboutirait, selon les expressions de l'auteur même, après un impôt progressif dans l'espace, à un prélèvement progressif dans le temps.

Les propositions formulées auprès des Chambres françaises ne vont pas aussi loin, puisqu'elles considèrent en général que jusqu'au quatrième degré la vocation successorale doit rester intangible. Mais il n'y en a pas moins là l'indice d'innovations prochaines et profondes, qui bouleverseront les idées acceptées jusqu'ici en matière successorale. La jurisprudence, qui s'est fait l'écho des conceptions actuelles dans l'arrêt précité, a cédé à un irrésistible courant

qui marque une orientation définitive. L'Etat, mis au rang des héritiers proprement dits, est considéré désormais comme ayant droit à une part des affections du défunt.

Et en l'absence d'une manifestation contraire de volonté du *de cuius*, il se présente au nom des devoirs dont le défunt était tenu envers la société, grâce à laquelle il a pu exercer la jouissance paisible de sa fortune, et conserver intact le patrimoine dont la dévolution se trouve ouverte par le décès.

Si l'on poussait plus loin l'analyse, on serait, semble-t-il, fondé à soutenir que l'Etat bénéficie d'une vocation plus énergique que celle d'un héritier ordinaire, et qu'il appartient à la catégorie des réservataires. On ne peut pas en effet logiquement soutenir à l'époque actuelle que l'Etat, lorsqu'il prélève sur l'actif transmis une taxe qui atteint parfois le cinquième de la succession, se présente comme créancier d'un impôt ; en réalité c'est un droit plus fort qu'il invoque, c'est une part de l'héritage qu'il réclame, fraction héréditaire qui ne saurait lui être enlevée à raison des puissants moyens d'investigation et de contrôle dont il dispose. Les individus d'ailleurs ne s'y trompent pas ; et s'ils supportent si difficilement les réclamations dont ils sont l'objet de la part du fisc, c'est qu'ils comprennent aisément que la somme exigée par le Trésor dépasse les proportions d'un sim-

ple impôt, et qu'elle représente un prélèvement véritable (1).

Au surplus, la thèse de l'Etat héritier a été défendue au Parlement par des hommes dont le parti collectiviste ne saurait se réclamer : c'est ainsi que, lors de la discussion au Sénat de la loi fiscale du 25 février 1901, M. Maxime Lecomte a prononcé les paroles suivantes, dont la portée est singulièrement grave : « L'Etat est une sorte de copartageant ; il a droit à une portion de l'héritage, portion qui devient de plus en plus grande, suivant que le degré de parenté s'éloigne » (2). La même opinion est défendue par M. Beaussire (3). Un auteur allemand, M. Van Scheel, a consacré tout un ouvrage à développer l'idée d'après laquelle l'impôt de mutation par décès représente pour l'Etat un véritable droit héréditaire (4).

Au nom du devoir social substitué au devoir familial, l'Etat ne saurait donc être dépouillé d'aucune fraction de l'hérédité qui est ouverte et son droit

1. Cf. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, t. I, p. 578.

2. Sénat, séance du 17 janvier 1901, *J. off.* du 18, Déb. parl. Sénat 1901, p. 32.

3. *Principes du droit*, 1888, p. 267 ;— Cimbali. *La nuova fase del diritto civile*, 1895, p. 161.

4. *Erbschaftsteuern und erbrechts reform*. Iéna, 1877 ; cf. encore Huber : Exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse, t. II. *Des successions*, p. 13 et s.

s'exercerait sur le patrimoine même laissé par le défunt. Il y aurait d'ailleurs avantage à considérer que les taxes successorales sont de véritables parts héréditaires réservées à l'Etat ; on arriverait à inscrire dans la loi civile la quotité de ces taxes, leur mode de perception les règles, de leur recouvrement, et ainsi se trouverait soustrait à l'arbitraire du législateur le principe même de l'impôt : on ne serait plus aussi fréquemment enclin à en modifier le montant, car les lois civiles ne se prêtent pas à des changements aussi incessants que les modifications qui bouleversent le système fiscal. Il y a longtemps d'ailleurs que l'Etat a été envisagé comme qualifié pour opérer un prélèvement d'une autre nature que celle d'un impôt sur les successions.

Laurent constatait déjà que le Code civil était insuffisant en ce qui concerne les droits de la collectivité : « Nous avons à faire un reproche aux auteurs du Code civil : c'est d'avoir donné une trop grande extension à la notion de la famille. On succède jusqu'au douzième degré. Des parents aussi éloignés sont toujours des parents inconnus. A notre avis la succession collatérale ne devrait pas s'étendre au delà des cousins germains » (1).

En résumé, nous pensons que l'arrêt rendu par la Cour de Paris le 13 décembre 1901 marque une

1. Laurent. *Principes de droit civil*, t. VIII, p. 563.

phase décisive dans la formation d'une doctrine nouvelle, qui recueille chaque jour des adhérents plus nombreux, et qui trouvera tôt ou tard sa consécration dans la loi : l'Etat inscrit au nombre des héritiers, avec une vocation fondée sur les motifs qui légitiment d'une manière générale la dévolution successorale, et ayant droit en vertu de l'affection présumée du défunt, ou tout au moins en exécution du devoir dont ce dernier était tenu envers la collectivité, à une fraction importante du patrimoine.

CHAPITRE III

Conséquences, notamment en droit international privé, de la règle que l'Etat est un héritier

En soutenant, contre une conception séculaire, que l'Etat venant à défaut d'autres successeurs recueille à titre d'héritier, et ne se borne plus à exercer un droit de souveraineté, on ne soulève pas seulement une question de terminologie, on pose un principe fertile en conséquences pratiques de la plus haute importance.

Parmi les problèmes dont la solution se trouve découler du principe nouveau, la difficulté concernant les assurances sur la vie contractées par le défunt n'est pas des moins intéressantes : Une personne meurt ayant souscrit une police d'assurance sur la vie au profit de ses héritiers ou ayants cause ; lors de son décès, à défaut de successible plus pro-

che, l'Etat revendique la succession. Pourra-t-il réclamer aussi le bénéfice de l'assurance ? La Cour de Paris s'est prononcée pour l'affirmative par un arrêt du 14 février 1890 (1). La Cour déclare que du moment que le défunt n'avait pas eu spécialement en vue telle catégorie d'héritiers, mais qu'il avait disposé d'une façon générale du capital assuré au profit de ses successeurs, l'Etat, envisagé désormais comme compris parmi les successibles, est fondé à réclamer l'attribution du capital assuré. En d'autres termes, l'Etat a recueilli dans cette hypothèse l'ensemble des droits dépendant de l'hérédité. Au contraire, si les magistrats avaient accepté en 1890 la survivance de l'idée d'après laquelle l'Etat recueille par déshérence et en vertu de son droit de police générale les successions sans titulaire, une conclusion toute différente se serait imposée : l'Etat serait resté étranger au capital assuré ; la compagnie, ne trouvant en face d'elle aucun représentant du défunt qualifié pour exiger l'exécution de la police, aurait été libérée de sa dette, et par suite le profit du capital assuré aurait été perdu pour la collectivité. Il n'y a donc pas à s'arrêter à la personnalité du droit transmis.

Si le bénéfice d'une assurance sur la vie contrac-

1. Cf. S. 91. 2. 109 ; D. 91. 2. 273 (arrêt cité par Vallier. Thèse, p. 540).

tée par le défunt est attribué à l'Etat, une solution analogue devra être donnée à l'égard de l'émolument pécuniaire du droit de propriété littéraire et artistique. Il n'existe à notre connaissance aucune décision de la jurisprudence française sur ce point ; mais en Allemagne la question a été examinée et elle a été résolue dans un sens conforme à celui que nous indiquons : Dans une étude sur le paragraphe 1936 du Code civil allemand de 1896, M. Martin Wolff se demande si l'Etat, appelé comme héritier légal de toute personne qui meurt sans héritier ni conjoint, est fondé à profiter aussi du droit d'auteur, et il conclut par l'affirmative. La loi allemande du 19 juin 1901 sur la propriété littéraire décide, en effet, que, si l'Etat ou une autre personne juridique se trouve héritier légal, le droit d'auteur disparaît dans la mesure où il appartenait au défunt, ce qui semble signifier que, si avec l'auteur s'est définitivement éteint le droit d'apporter des modifications, des suppressions ou des retouches à l'œuvre publiée, l'émolument pécuniaire résultant du contrat d'édition se trouve transporté à l'Etat (1).

D'une manière générale, le droit d'héritier conféré à l'Etat emporte pour ce dernier la faculté d'appréhender tous les biens, de quelque nature qu'ils

1. *Le droit de succession du fisc et le droit d'auteur* : *Iherings Jahrbücher*, 1902, p. 331, 363.

soient, compris dans la succession ; mais s'il s'agissait, dans l'exercice de la déshérence, de l'application d'un droit de police supérieur, des solutions d'une autre nature prévaudraient.

L'un des intérêts pratiques les plus importants, subordonnés à la nature du droit de l'Etat, se rattache à la théorie de l'exhérédation. Il se peut que le défunt ait manifesté son intention d'enlever à ses successeurs légaux leur vocation héréditaire, et de les exclure de la dévolution de son patrimoine. Il est certain qu'en disposant d'une façon directe, le *de cujus* peut toujours priver ses parents de la partie de sa succession qui ne constitue pas la réserve. Généralement des clauses de cette nature auront pour conséquence d'attribuer les biens à un autre ayant droit, et notamment à un légataire universel, si l'exhérédation est accompagnée dans le testament de l'institution d'un légataire universel. Mais il est possible que le testateur emploie d'autres procédés pour écarter ses successibles, et qu'il déclare purement et simplement exclure ses propres parents sans disposer de ses biens au profit d'autres bénéficiaires.

On avait douté d'abord qu'un semblable pouvoir appartint au défunt. M. Demolombe, l'un des rares auteurs qui aient prévu la question, n'admet pas la validité de la clause d'exclusion, en tant qu'elle priverait les héritiers des biens sans les attribuer à per-

sonne : « Il ne suffirait pas que le défunt déclarât, d'une façon pour ainsi dire abstraite, qu'il veut les réduire à leur réserve ; ce serait là une exhérédation pure et simple, que notre Code ne reconnaît pas (1). Mais l'opinion contraire a prévalu par la suite, et, sous peine de vouloir rétablir dans notre législation le formalisme antique, on a dû admettre que le testament pouvait parfaitement exclure certains des héritiers du défunt, sans créer une dévolution au profit d'autres personnes. Il n'est pas nécessaire que le testament contienne une disposition expresse des biens ; l'exclusion est valable par elle-même ; d'ailleurs elle équivaut à un testament, puisque exclure c'est disposer (2).

Mais il s'est rencontré des clauses d'exhérédation ayant une portée très générale, et déclarant écarter de la succession tous les héritiers, sans qu'aucune institution ait été le corollaire de cette exclusion. Ici des doutes plus sérieux surgissent en ce qui concerne la validité du testament, et surtout l'on est fondé à se demander si une exclusion visant tous les héritiers du sang équivaut à une institution implicite au profit de l'Etat.

Il semble que la difficulté devrait être tranchée en

1. Demolombe. *Donations et testaments*, t. II, p. 420.
Lambert. *De l'exhérédation et des legs au profit des successibles*, § 331 et 335.

2. Trib. Seine, 26 janvier 1900. S. 02. 2. 38.

faveur de l'Etat ; car, en excluant ses parents, le défunt donnait ouverture à la vocation du dernier des successibles appelés, c'est-à-dire de l'Etat. Le défunt ne pouvait ignorer qu'en écartant ses héritiers, la clause d'exclusion laissait en dehors de son domaine l'Etat qui recueillerait les biens, non comme parent par le sang, mais comme héritier, ayant droit dans une certaine mesure aux affections du défunt à raison de la protection prêtée à ce dernier pendant sa vie, pour la constitution et la conservation de sa fortune. Toutefois, en poussant jusqu'au bout l'analyse, on devrait décider que, si le défunt avait entendu exhériter tous ses parents et même l'Etat, la clause d'exclusion serait nulle pour le tout, comme visant à un résultat qu'il est impossible d'atteindre, puisque l'Etat se trouve toujours le dernier sur la liste des successibles. Dans ce cas le testament devrait logiquement être tenu pour nul ; l'hérédité serait attribuée suivant les règles de dévolution légale et reviendrait aux plus proches parents du défunt (1). En d'autres termes, l'effet d'une clause générale d'exhérédation, concernant même l'Etat, est d'enlever toute validité à la volonté du défunt. Elle ne peut plus en effet avoir aucune signification.

Telle est à notre avis la conséquence de l'idée que l'Etat est un héritier ; mais si, se référant à une autre

1. Ambroise Colin. Note D. 02. 2. 177.

explication, on considère que l'Etat recueille les patrimoines sans titulaire en vertu non d'une vocation héréditaire, mais d'un droit de police générale destiné à empêcher des luttes engagées autour des biens vacants, alors on devrait sans distinction, et malgré la généralité des expressions employées par le défunt, conférer en toute hypothèse sur les biens de ce dernier le droit de déshérence à l'Etat. Le droit ouvert au profit de l'Etat serait alors conçu comme une prérogative d'ordre public et quelles que fussent leurs volontés dernières, les citoyens seraient impuissants à l'en dépouiller. Alors même qu'il aurait écarté tous ses successibles, le défunt ne peut pas empêcher que son patrimoine soit recueilli par l'Etat à titre de déshérence.

La jurisprudence ne contient pas sur cette question difficile de solution de principe ; dans un arrêt du 27 février 1860 (1), la Cour de Rennes fut appelée à statuer sur l'hypothèse suivante : Une personne avait imaginé d'exclure tous ses successibles, même l'Etat ; elle avait essayé d'ériger sa succession en une sorte de patrimoine sans maître dont elle avait assuré l'administration, et elle en avait affecté les revenus à une destination déterminée. L'Administration des Domaines attaqua le testament, prétendant avoir droit à l'hérédité : elle invoquait à la fois le tes-

1. S. 1860.2.324 ; D. 1860.2.160.

tament pour établir l'incapacité des héritiers du sang à succéder, et, d'autre part, la loi pour justifier de sa propre vocation. Mais la Cour de Rennes et, sur pourvoi, la Cour de cassation rejetèrent la demande de l'Administration par le motif que la clause d'exclusion des héritiers légaux n'était pas valable, tendait à la création d'une sorte de patrimoine fictif, dont les biens auraient été placés par la volonté du défunt hors du commerce. En conséquence, aucune disposition formelle ne mettant obstacle à la dévolution légale, c'est à cette dernière qu'il faut revenir, décide la Cour. Cet arrêt se trouve donc en concordance avec la doctrine que nous soutenons.

La clause d'exclusion est fréquemment accompagnée de l'institution d'un légataire universel : Une personne exclut de sa succession tous les membres de sa famille ; elle institue en même temps un légataire universel : Puis cette dernière disposition devient caduque. La question s'est alors posée de savoir si l'exhérédation subsiste et donne à l'Etat le droit de réclamer la succession. Un procès de cette nature a été porté devant la Cour de Lyon le 31 juillet 1885 (1). La Cour de Lyon a nié que la clause dont il s'agit entraînât la dévolution de l'hérédité au profit de l'Etat. Mais ce n'est pas là une décision dont on puisse tirer des conséquences juridiques, car la Cour

1. S. 1887.2.101 ; D. 1886.2.229.

a statué en fait ; elle a déclaré qu'il n'était pas suffisamment démontré que le défunt ait voulu exclure ses parents, même pour le cas où le légataire universel ne posséderait pas l'aptitude à recueillir. Il est donc permis de supposer que s'il avait été nettement établi que le défunt était dominé surtout par le désir d'écarter sa famille, de manière qu'en aucune hypothèse elle ne put venir à sa succession, l'exhérédation prononcée contre tous les parents aurait persisté, et la succession aurait été déférée à l'Etat à titre d'héritier venant à défaut de parents.

La question de savoir à quel titre l'Etat recueille les successions sans titulaire est encore de nature à intéresser le droit international privé. Il importe à cet égard de choisir entre l'idée d'après laquelle l'Etat exercerait le droit de déshérence en vertu d'un pouvoir de police générale appliqué à des biens vacants et sans maître, et d'autre part la conception que nous défendons qui rejette toute explication de la déshérence fondée sur une autre base que le titre successoral.

Lorsque le défunt n'a laissé ni parents ni conjoint et que, d'après sa loi nationale, ainsi que d'après la *lex rei sitæ*, c'est à l'Etat que l'héritage doit revenir, quel sera l'Etat qui pourra exercer ce droit ? Faut-il l'attribuer à l'Etat auquel se rattachait le *de cujus* par sa nationalité, ou au contraire à l'Etat sur le sol duquel se trouvent les biens composant la succession ? « La

solution, écrit notre savant maître, M. Weiss, dépend du caractère que l'on attribue au fisc venant à une succession. Si l'on voit en lui un véritable héritier, dont le droit est semblable à celui d'un parent, d'un conjoint, c'est la loi personnelle qu'il faudra seulement regarder ; et par conséquent c'est l'Etat dont il a personnellement relevé qui lui succède... Au contraire si l'on voit, dans l'attribution au fisc des biens des personnes décédées sans héritier, une sorte d'occupation, de mainmise sur les biens sans maître, c'est la *lex rei sitæ* que l'on devra appliquer ; et cette règle commandée par l'intérêt de la propriété, par l'ordre public international, conduit à réserver les biens de la succession à l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent. Cette solution, qui nous paraît la bonne, s'appliquera de même à l'hypothèse où la loi nationale du *de cuius*, au contraire, de la *lex rei sitæ*, ne reconnaît à l'Etat aucun droit sur les biens laissés par ce dernier, à défaut de tout héritier au degré successible » (1).

Cet exposé des principes applicables à notre sujet conduirait, croyons-nous, aux conséquences suivantes : Tant qu'il a été admis comme une règle incontestée dans la jurisprudence que l'Etat exerçait son droit de déshérence, soit en vertu d'un pouvoir de

1. M. Weiss. *Traité élémentaire de droit international privé*. Edit. 1890, p. 849, et *Traité théorique et pratique de droit international privé*, t. IV, p. 564.

souveraineté, soit pour prévenir des compétitions s'agitant autour de biens vacants, l'Etat français a été considéré comme ayant droit, sans distinguer entre les meubles et les immeubles, à tous les biens laissés sur son territoire par un étranger décédé sans parents. L'Administration des Domaines a tracé les principales règles à suivre à cet égard, alors qu'aucun revirement ne s'était encore produit dans la jurisprudence civile. Dès lors que c'est en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat recueille, ce droit de souveraineté doit s'exercer sur tous les biens situés sur le territoire ; il n'existe pas seulement à l'égard des immeubles, il atteint même les meubles corporels, le numéraire, les créances et les valeurs mobilières que le défunt possédait et dont la conservation n'a pu être garantie que sous la protection des lois françaises. Quant à la nation à laquelle appartenait la personne décédée, elle ne saurait en aucun cas invoquer en France un droit de déshérence et revendiquer, comme un étranger réclamant une succession, les biens abandonnés par ses nationaux, car elle n'est pas admise à accomplir un acte de souveraineté au delà de ses frontières (1).

Cette doctrine (qui est suivie encore comme règle

1. Instruction générale de l'Enregistrement, n° 2602, § 10 ;
— Laurent, *Droit civil international*, t. VI, nos 257 et 258 :
et les auteurs cités par Baudry et Wahl, *Des Successions*, t. I,
n° 1096, note 8.

administrative, mais qui sera évidemment modifiée le jour où la jurisprudence civile, accentuant sa direction dans le sens indiqué par la Cour de Paris, sera unanime à reconnaître le droit de succession de l'Etat), est traditionnelle en France et se rattache aux précédents de l'ancien droit.

C'était une règle sous l'ancien régime que le seigneur avait droit à la totalité des biens laissés par l'aubain, quand celui-ci mourait sans postérité (1). Plus tard ce droit d'aubaine fut exercé par le roi, et la succession de l'aubain était dévolue au souverain, à moins qu'il n'y eut des enfants naturalisés ou nés sur le territoire, et qu'ils demeurassent en France (2).

L'administration de l'Enregistrement, faisant prévaloir sur l'idée d'un droit de police générale de l'Etat la théorie de la souveraineté, considère comme un attribut naturel et inséparable de celle-ci le droit exclusif à la propriété des biens vacants et sans maître sur toute l'étendue du territoire national et par voie de conséquence immédiate le droit de déshérence dérivé du premier.

Cette doctrine a été fortifiée par des considérations d'une autre nature, reposant sur un intérêt national

1. *Etablissements de Saint-Louis*, liv. I, chap. xcvi.

2. Cf. Lebrun. *Des successions*, liv. I, chap. I, sect. iv, § 11.

Pothier. *Introduction au titre XVII de la Coutume d'Orléans*, n° 131.

supérieur, qu'a développées en 1871 devant la Cour de Paris l'Avocat général M. Aubépin dans l'affaire Bergold-Sussmann (1) : « Il ne serait pas sans danger, a-t-il dit, qu'une puissance étrangère pût être appelée à recueillir sur notre territoire une fortune mobilière parfois considérable. Ce danger se révèle avec une gravité particulière, surtout lorsqu'il s'agit des meubles incorporels, devenus d'une si grande valeur à l'époque contemporaine. L'attribution de certaines valeurs mobilières à une nation étrangère aboutirait quelquefois à cette conséquence inadmissible de lui conférer indirectement la copropriété d'immeubles considérables. Les actions et les titres similaires dans les sociétés n'emportent-ils pas, lors de la liquidation et du partage, un droit à une portion d'actif social comprenant les immeubles dépendant de la société ? Un tel résultat pourrait être contraire à nos intérêts les plus vitaux, surtout si de cette manière l'Etat étranger arrivait à acquérir une influence prépondérante dans les entreprises, comme les chemins de fer, auxquelles sont liées à la fois la prospérité économique et la défense du pays. » Telle est la première théorie fondée sur la souveraineté ou le droit de police générale de l'Etat et attribuant à celui-ci par ce motif les biens de toutes les personnes

1. S. 1871.2.141.

étrangères ou françaises décédées en France sans héritiers (1).

Mais nous croyons que l'arrêt du 13 décembre 1901 devra pour l'avenir à servir de base à des principes tout différents : désormais si l'Etat est assimilé à un héritier, pourquoi une nation étrangère serait-elle exclue, à raison de son extranéité, des successions laissées en France par ses sujets décédés sans parents ? Si l'on admet que l'Etat vient à la succession, parce qu'il a droit à une part des affections présumées du défunt, logiquement c'est envers son pays d'origine, et non pour l'Etat sur le territoire duquel il est mort peut-être accidentellement, que ses sentiments de reconnaissance et d'amitié doivent être présumés. Comment l'Etat français pourrait-il prétendre que les étrangers sont tenus vis-à-vis de lui de devoirs supérieurs à ceux qui les unissent à leur pays ? L'affection, comme le patriotisme, est un sentiment qui se rattache à une communauté de traditions, de race et d'intérêts analogues ; aucun lien de ce genre n'existe entre l'étranger et la collectivité française. La théorie d'après laquelle l'Etat succède à titre de véritable héritier conduit donc rationnellement à exclusion des successions qu'il est fondé à réclamer celles laissées par un étranger.

1. Cass., 28 juin 1852. S. 1852.1.537. — Bordeaux, 12 février 1852. D. 1854.2.154. — Trib. civ., Seine, 22 juin 1897. *J. D. J. P.*, p. 1034.

D'ailleurs, au point de vue purement juridique, si l'on voit dans l'Etat un héritier, la loi qui régit la dévolution héréditaire se transforme ; c'est une question de statut personnel, et non plus de statut réel qui se pose désormais ; et sur ce terrain encore les principes commandent d'attribuer la succession à l'Etat dont le *de cuius* était le sujet (1).

Cette solution paraît d'ailleurs prévaloir en Allemagne d'après le paragraphe 1936 du Code civil : « S'il n'existe, lors de l'ouverture de la succession, ni parent ni conjoint du *de cuius*, est héritier légal le fisc de l'Etat confédéré auquel le défunt appartenait le jour de sa mort... Si le *de cuius* était un Allemand n'appartenant à aucun Etat confédéré, le fisc impérial est héritier. » On a conclu de ce texte, en élargissant sa formule, que l'Etat allemand auquel il appartient, peut réclamer sa succession, même lorsque la mort est survenue à l'étranger, et que réciproquement une nation étrangère serait fondée à invoquer en Allemagne un droit analogue sur les biens d'un de ses sujets mort sans parent (2).

1. Cf. la consultation fournie par la Faculté de droit de Berlin, relativement à la succession Zappa. *Journal Clunet*, 1893, p. 727 ; et aussi Savigny. *Traité de droit romain*, traduction Guenoux, t. VIII, §, 377.

2. Keidel. *Le droit international privé dans le nouveau Code civil allemand*. *J. Clunet*. 1899, p. 266.

Il y a lieu de reconnaître que les difficultés soulevées en droit international privé par cette question seront peut-être un jour, d'ordre plus théorique que pratique, en raison du grand nombre de conventions diplomatiques qui sont conclues entre les nations. Les traités diplomatiques ou les conventions consulaires confèrent en effet aux consuls, des pouvoirs très étendus pour tout ce qui concerne l'administration et la liquidation des successions de leurs nationaux. Il appartient à ces représentants, pour éviter que l'Etat français n'exerce son droit de déshérence, de justifier que l'étranger a laissé dans le pays auquel il appartenait des héritiers ou des légataires dont ils entendent sauvegarder les droits ; mais, bien que les consuls soient souvent dans l'impossibilité de fournir cette justification, dans la pratique on leur laisse l'administration de toutes les successions de leurs nationaux sans distinction (1).

En outre il faut noter que la question de la déshérence a fait l'objet de traités spéciaux. Citons dans cet ordre d'idées : le traité conclu avec le Siam le 15 août 1856 (2) et le traité passé avec l'Iman de Mascate le 17 novembre 1844 (3). D'après ces traités,

1. Maguéro, *Dictionnaire des domaines*, 1899. V^o : *Suc-
cession en déshérence*, n^o 84.

2. *Bulletin des lois*, XI, 573 et 5189.

3. *Bulletin des lois*, IX, n^o 1318, p. 12889.

la succession de l'étranger mort sans parent échoue en entier au pays auquel appartenait le défunt.

D'autres conventions résolvent la difficulté dans un autre sens : C'est ainsi que la déclaration franco-brésilienne du 21 juillet 1866 (art. 17) attribue la totalité des meubles et des immeubles laissés par l'étranger mort sans parent à l'Etat où se trouvaient les biens : « Si la succession d'un sujet de l'une des parties contractantes, mort *ab intestat* sur le territoire de l'autre, vient à tomber en déshérence, c'est-à-dire s'il n'y a ni conjoint survivant, ni héritier au degré successible, la succession tant mobilière qu'immobilière doit être dévolue à l'Etat sur le territoire duquel il est mort (3) ». Il serait à désirer que des conventions de ce genre se multipliasent pour éviter les difficultés auxquelles donne lieu, suivant les pays, l'interprétation divergente du droit de l'Etat venant à une succession.

Mais quelle que soit la théorie admise sur le fondement du droit de l'Etat, il est certain qu'il ne pourrait prétendre à la succession d'un de ses nationaux décédé sans parents à l'étranger, si cette prétention heurtait une des règles du droit public de l'Etat de la situation des biens. Par exemple la France serait exclue de tout droit sur les immeubles laissés par un de ses sujets dans un pays où le droit public interne

3. *Bulletin des lois*, XI, n° 1443, p. 14711.

interdirait aux puissances étrangères de posséder des immeubles sur son territoire. L'application des règles fondamentales du droit international privé ne saurait conduire à une autre solution (1). Les droits d'un étranger ne peuvent jamais être invoqués dans un pays que s'ils ne sont pas contraires aux institutions politiques de ce pays.

Enfin il nous faut prévoir, mais seulement pour l'indiquer, une autre série de problèmes, qui pourrait surgir en droit international privé : que décider au cas où le droit de succession réclamé dans un pays par un gouvernement étranger ne serait pas considéré dans les deux pays comme reposant sur le même fondement ? Par exemple dans le pays *A*, l'Etat hérite en vertu du droit de souveraineté ; dans le pays *B* au contraire l'Etat recueille les biens comme un véritable héritier. Il nous semble que l'Etat *A* ne serait pas fondé à réclamer dans le pays *B* un droit quelconque sur les biens d'un de ses nationaux décédé sans parent dans ce dernier pays, parce que la manifestation d'un droit de souveraineté ne saurait excéder les limites du territoire ; mais la réciproque ne serait pas exacte, et la prétention inverse manifestée par l'Etat *B* dans le pays *A* devrait être accueillie, puisqu'il s'agirait alors d'un droit réclamé à un titre vraiment héréditaire.

1. Cf. Ambroise Colin, note précitée.

CHAPITRE IV

Fonctionnement du droit d'hérédité de l'Etat

Après avoir envisagé la question du droit de déshérence au point de vue de son fondement philosophique et rationnel, il nous faut désormais étudier son fonctionnement pratique.

On sait que l'Etat exerce le droit de déshérence par l'intermédiaire de l'administration de l'Enregistrement et des domaines ; c'est une des attributions les plus importantes de ses agents de rechercher dans quels cas il est avantageux pour l'Etat de revendiquer une succession. C'est encore l'Administration des domaines qui est investie du droit de gérer les biens et de tous les pouvoirs d'administration qui s'y rattachent ; enfin il appartiendra à l'Administration de soutenir les instances en pétition d'hérédité qui seraient dirigées par des tiers contre l'Etat. Telles sont les trois idées qui résument les principales attri-

butions de l'Administration des domaines, comme représentant l'Etat, relativement aux successions en déshérence.

Nous étudierons donc dans trois sections différentes :

I. — Dans quels cas l'Etat exerce son droit d'héritier ;

II. — La gestion des biens par l'Etat héritier ;

III. — La revendication des successions contre l'Etat et les restitutions éventuelles à la charge de ce dernier.

SECTION I

Dans quels cas l'Etat exerce-t-il son droit d'héritier ?

D'après certains auteurs, la succession serait vacante, lorsqu'il n'y a pas d'héritier connu ; elle serait en déshérence lorsqu'il serait constaté qu'il n'y a pas d'héritier (1). Cette distinction entre la vacance et la déshérence fut d'abord acceptée par l'Administration, d'après laquelle l'absence des héritiers ou leur renonciation n'autorisait pas les préposés à se présenter au nom de l'Etat pour recueillir une suc-

1. Toullier, t. IV, n° 294. — Malpel. *Traité des Successions*, n° 340.

cession, parce qu'alors il y a simplement vacance, et elle prescrivait à ses agents de n'agir que si la vocation de l'Etat était constatée en l'absence d'héritiers successibles, d'enfants naturels, et d'époux survivant non divorcé. Mais MM. Aubry et Rau ont fait justice de cette théorie : Pour eux l'Etat est autorisé à réclamer une hérédité par cela seul qu'il ne se présente pour la recueillir aucun successible d'un rang préférable au sien, et il n'est pas obligé de prouver la non existence de non successibles de cette espèce. « La déshérence dépend de la double condition qu'il ne se présente, pour réclamer l'hérédité, aucun successible d'un rang préférable à celui de l'Etat et que ce dernier demande à la recueillir. » (1).

La doctrine de MM. Aubry et Rau a impressionné l'Administration qui donne de la succession en déshérence une définition nouvelle, dans l'Instruction 2602 § 2, aux termes de laquelle la succession en déshérence diffère essentiellement de la succession en vacance, notamment en ce que la vacance implique que la succession n'est réclamée par personne, pas même par l'Etat ; une succession est en déshérence, au contraire, lorsque l'Etat la revendique à défaut d'héritiers légitimes ou naturels, de légataires ou de

1. Aubry et Rau. *Cours de droit civil*, 4^e édit., t. VI, p. 641, 730 et 731. — Baudry et Wahl. *Successions*, nos 2536 et 2537.

conjoint survivant (1). Par conséquent pour que le droit de déshérence s'ouvre, il faut deux conditions :

1° Que l'Etat ne soit primé par aucun successible préférable en rang ;

2° Que l'Etat manifeste son intention d'appréhender les biens héréditaires.

I. — Le premier obstacle au droit du fisc résulte de la présence de parents par le sang, de légataires ou d'un conjoint survivant. Mais l'inaction de ces personnes ne ferait pas obstacle à un envoi du domaine en possession. Si un long intervalle s'était déjà écoulé depuis le décès, sans qu'aucun des successibles ne parût décidé à exercer ses droits, l'Administration devrait les mettre en demeure de faire connaître leurs intentions, avant de solliciter pour elle-même l'envoi en possession. L'Etat bien entendu ne revendiquera son titre que si la succession lui paraît avantageuse. Dès qu'un agent de l'Administration des domaines apprend l'existence d'une succession pour laquelle il n'y a pas d'héritier connu, ou à laquelle les héritiers connus ont renoncé, il doit commencer par requérir du juge de paix l'apposition des scellés ; puis il est tenu d'adresser au Directeur de son département un rapport faisant connaître la valeur approximative des biens de la succession, ainsi que l'importance du passif qui la grève. Le

1. Cf. les articles 539, 713, 723, 724, 767 à 770 et 772.

Directeur départemental ne peut prendre une décision par lui-même, il est tenu d'en référer à l'Administration centrale (1).

Le fait pour les receveurs de n'avoir pas signalé en temps utile les successions susceptibles d'être appréhendées et dont l'ouverture est parvenue à leur connaissance par un acte quelconque enregistré dans leur bureau, mettrait en jeu leur responsabilité et les exposerait à des peines disciplinaires, parce qu'ils seraient suspectés d'avoir sacrifié les intérêts de l'Etat en vue de s'épargner le travail souvent délicat que nécessite la gestion d'une succession en déshérence.

Le droit de l'Etat sur les successions sans maître est d'ailleurs imprescriptible, et il serait fondé à exercer le droit de déshérence même s'il s'était écoulé plus de trente ans depuis le décès. Le délai de trente ans ne peut être invoqué en matière de déshérence qu'au profit de l'Administration. En effet lorsqu'il s'est écoulé trente ans depuis l'ouverture d'une succession, et que les héritiers auxquels elle était dévolue n'ont pris aucun parti relativement à l'hérédité, l'Administration adoptant l'opinion contenue dans un arrêt de la Cour de cassation en date du 28 février 1881 considère que, le délai trentenaire expiré, l'héritier doit être regardé d'une manière absolue comme

1. Instruction, n° 2602, paragraphe 9.

renonçant, alors même qu'aucun autre successible n'aurait pris possession de la succession (1).

En vertu de la règle qu'un héritier qui a renoncé ne peut plus valablement revenir sur sa renonciation, dès que la succession a été acceptée par un autre ayant droit, le jugement prononçant l'envoi de l'Administration en possession mettrait obstacle à ce que l'héritier renonçant revint sur la renonciation par lui faite antérieurement à cette décision (2). Toutefois par bienveillance l'Administration consent quelquefois à ne pas s'opposer à la remise aux héritiers de successions que ceux-ci avaient acceptées, après les avoir antérieurement répudiées. Mais pour que l'Administration se prononce en ce sens, il faut que le tribunal n'ait pas encore statué définitivement sur la demande émanant de l'Administration dont il est saisi. Cette tolérance se justifie, car on peut soutenir que les formalités préalables à la mise de l'Etat en possession ont été instituées précisément en vue de renseigner les héritiers et de leur permettre d'exercer leurs droits.

Sous le bénéfice de ces observations, l'Etat exerce son droit de déshérence, mais encore faut-il qu'il

1. S. 1881.1.343 ; décision ministérielle du 16 août 1888 ; Maguéro : *Dict. des Domaines. V^o Successions en déshérence* n^o 16.

2. Baudry et Wahl. *Successions*, n^o 1279.

n'existe aucun héritier plus proche. Les difficultés qui s'élèvent à cet égard concernent la parenté naturelle, le conjoint survivant, enfin les absents :

1° A l'égard des enfants naturels, il est certain que leur droit fait échec à celui de l'Etat, lorsqu'ils ont été légalement reconnus. La loi du 25 mars 1896 leur confère, en effet, la qualité d'héritiers et augmente la quotité de leurs droits héréditaires. Mais pour que les enfants naturels priment l'Etat, il faut que leur filiation ait été régulièrement établie, c'est-à-dire la reconnaissance volontaire doit avoir eu lieu par acte authentique (art. 334).

Sur ce point on s'est demandé si une personne pouvait reconnaître un enfant naturel après le décès de ce dernier, pour se créer des droits à la succession de celui-ci, et empêcher l'Etat de faire valoir sa vocation héréditaire. MM. Aubry et Rau décident que la reconnaissance doit être considérée comme non avenue si elle dénote chez le père et la mère un mobile intéressé, tel que celui de venir recueillir la succession de l'enfant (1). L'Administration, tout en admettant en principe qu'un enfant naturel peut être reconnu après son décès, possède la faculté de contester ces sortes de reconnaissance lorsque leur sincérité lui paraît suspecte. Cette faculté lui a été attribuée notamment par un arrêt de la Cour de Rouen

1. Aubry et Rau, t. VI, § 568, texte et note 32.

du 20 décembre 1899 (1). Il s'agissait d'une reconnaissance faite par une personne qui bien qu'ayant épousé la mère naturelle de l'enfant, n'avait eu avec celui-ci aucun rapport de nature à faire présumer sa paternité, et qui paraissait avoir été guidée uniquement par le désir de s'approprier le patrimoine de cet enfant déjà appréhendé par l'Etat.

2° En vertu de l'article 767, le conjoint contre lequel existe un jugement de divorce ou de séparation de corps passé en force de chose jugée perd tous ses droits à la succession de l'autre conjoint. Celle-ci est dévolue alors aux parents au degré successible, aux enfants naturels, enfin, à défaut des uns et des autres, à l'Etat. Donc, par suite de la déchéance du conjoint suivant, le Domaine peut être fondé à appréhender les biens du *de cujus* à titre de déshérence (2).

3° Enfin le droit de déshérence peut s'ouvrir au profit de l'Etat, lorsqu'il s'agit d'appréhender les biens d'un absent. Mais à cet égard des précautions s'imposent en vue de ne pas compromettre les droits de ce dernier, et l'Administration doit recourir à deux procédures successives : d'abord à une procédure en déclaration d'absence, dans les formes tra-

1. *Revue de l'Enregistrement*, n° 2310.

2. Cf. implicitement solution du 24 mars 1899. *Revue de l'Enregist.*, n° 2109.

cées par les articles 115 et suivants du Code civil ; ensuite à une procédure d'envoi en possession comportant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 770. D'ailleurs cette seconde procédure ne peut aboutir pour le nioment qu'à un envoi en possession provisoire (art. 120) et c'est seulement lorsqu'il s'est écoulé trente ans depuis l'envoi en possession ou cent ans depuis la naissance de l'absent (art. 129) que l'administration peut obtenir l'envoi en possession définitive. A partir de l'accomplissement de cette dernière formalité, les biens de l'absent ou les valeurs qui les représentent, ne sont restituables que dans les cas prévus par les articles 132 et 133 (1).

Le droit héréditaire de l'Etat subit des exceptions en faveur de trois établissements :

1° Les hospices ;

2° La Caisse des Invalides de la Marine ;

3° La Caisse des retraites pour la vieillesse.

A. — La loi du 15 pluviôse an XIII, qui organise la tutelle de la Commission administrative des hospices sur les enfants trouvés, dispose dans son article 8 que si l'enfant décède avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'hospice ; lequel en pourra être envoyé

1. Instruction 2601 § 11.

en possession. La nature du droit ainsi accordé aux hospices apparaît donc comme étant celle d'un véritable droit de succession irrégulière (1). Le droit de l'hospice s'ouvre si l'enfant décède avant sa sortie, son émancipation ou sa majorité, et l'Etat est exclu de la succession du mineur, lorsque ces conditions sont réalisées.

Les hospices ont un autre droit : l'avis du Conseil d'Etat des 14 octobre-3 novembre 1809 leur attribue, à l'exclusion du domaine, les effets mobiliers apportés par les malades qui y sont décédés, alors même que leur traitement n'aurait pas été gratuit. Cette expression d'« effets mobiliers » doit d'ailleurs être entendue restrictivement et les effets mobiliers que l'hospice recueille, à l'exclusion du domaine, consistent uniquement dans les meubles corporels : linges, hardes, vêtements à l'usage quotidien du malade. Quant aux valeurs mobilières (numéraire, rentes sur l'Etat, actions et obligations, titres de créance), elles sont recueillies par l'Etat à défaut de successible plus proche (2). On s'est demandé si les bijoux devaient être considérés comme rentrant dans la catégorie des effets personnels : l'Administration l'a décidé par une solution du 17 mai 1902 (3).

1. Baudry et Walh. *Successions*, n° 208.

Aubry et Rau, t. VI, § 604, p. 321, note 2.

2. Bordeaux, 13 août 1853. S. 1854. 2. 257; D. 1854. 2. 154.

3. Instruction 3095, § 24.

Notons d'ailleurs que sous certaines conditions la loi du 30 juin 1904 a substitué le département aux droits héréditaires des hospices.

B. — C'est par l'article 14 n° 8 de la loi des 30 avril, 13 mai 1791 que la Caisse de Invalides de la Marine a été investie du produit des successions des marins et autres personnes mortes en mer lorsque ces successions ne sont pas réclamées. L'ordonnance du 22 mai 1816, article 5, n° 49, spécifie également que les revenus de cette Caisse se composent notamment du montant non réclamé des successions des marins et autres personnes mortes en mer. Il s'agit là encore d'un droit de succession. On doit même ajouter que la Caisse ne recueille pas tous les biens appartenant aux personnes dont il s'agit : elle n'exerce son droit que sur les prorata des traitements des marins, les arrérages de pensions dues par la Caisse des Invalides et généralement les sommes ou valeurs dont cette Caisse a été constituée dépositaire ou débitrice, dans les conditions prévues par le règlement du 17 juillet 1816, relatif à son administration et à sa comptabilité. Mais les valeurs autres que celles énumérées ci-dessus, c'est-à-dire les immeubles, les créances, les actions et les obligations, restent soumises au droit de déshérence de l'Etat.

C. — Lorsqu'il s'agit de la succession en déshérence du bénéficiaire d'une rente viagère provenant de la Caisse des retraites pour la vieillesse, l'Etat ne

peut réclamer les capitaux réservés dont la Caisse eut été débitrice envers les héritiers ou légataires du crédi-rentier s'ils se fussent présentés. L'Etat est écarté en effet, d'abord par l'article 7 de la loi du 18 juin 1850 qui dispose qu'en cas de déshérence le capital fait retour à la Caisse ; ensuite par l'article 10 de la loi du 12 juin 1861 et par l'article 8 de la loi du 20 juillet 1886, qui ajoute que le capital réservé reste acquis à la Caisse des retraites en cas de déshérence ou par l'effet de la prescription s'il n'a pas été réclamé dans les trente années qui auront suivi le décès du titulaire de la rente. Mais on ne doit pas perdre de vue que la Caisse ne prime l'Etat que sur les capitaux réservés ; les arrérages de la rente viagère échus, mais non encaissés avant le décès du titulaire, et le prorata des arrérages courus au jour de ce décès demeurent régis par le droit commun ; ils appartiendraient donc à l'Etat, en cas de déshérence de la succession du rentier.

II. — Si l'Etat ne rencontre devant lui aucun héritier préférable, s'il n'y a pas de conjoint survivant, et à défaut d'établissement possédant une vocation meilleure, il lui appartient d'exercer les formalités nécessaires pour entrer en possession des biens. Ces formalités consistent :

1^o Dans l'obligation de faire apposer les scellés et de faire dresser inventaire (art. 769) ;

2^o Dans l'envoi en possession et les mesures de publicité qui le précèdent (art. 770).

On sait que l'Etat est dispensé de fournir caution et de faire emploi. L'Etat demande l'envoi en possession au tribunal civil dans le ressort duquel la succession est ouverte. La procédure qui lui est imposée, comporte deux jugements consécutifs : l'un autorise l'Administration à accomplir les formalités de publications et affiches prescrites par l'article 770 et à administrer provisoirement l'hérédité ; c'est la décision qualifiée dans la pratique de « jugement d'envoi en possession provisoire ». L'autre lui accorde, après publications et affiches, l'envoi en possession définitive (1).

Pour obtenir le premier jugement, l'Administration présente au tribunal une requête concluant :

1^o A ce que le Domaine soit autorisé à remplir les formalités de publications et d'affiches prescrites par l'article 770, à faire tous actes conservatoires nécessaires et à administrer provisoirement l'hérédité ;

2^o A ce qu'un extrait de jugement à intervenir soit dressé par le procureur de la République et transmis par ce magistrat au ministre de la Justice pour être inséré au *Journal officiel* (2).

Ce sont les directeurs qui rédigent et présentent eux-mêmes au tribunal par l'intermédiaire des magistrats du Parquet, les requêtes tendant à l'envoi en

1. Instruction 2602, § 14.

2. Décision ministérielle des 23 janv.-28 février 1806. Instr 300, § 2, et 2602, § 15.

possession provisoire (1). A l'appui de sa requête, l'Administration fournit un acte de notoriété constatant qu'il n'y a pas d'héritier préférable connu, ou que ceux-ci ont renoncé (2).

Si la demande de l'Administration paraît fondée, le tribunal ordonne l'envoi de l'Etat en possession provisoire. Mais au cas où la succession, en l'absence d'héritiers, était déjà gérée par un curateur, celui-ci peut-il exiger son maintien en fonctions jusqu'au jugement prononçant l'envoi de l'Administration en possession définitive ? La jurisprudence admet que cette demande serait mal fondée : l'envoi de l'Administration en possession provisoire présente des garanties de sécurité et de bonne gestion conservatoires de tous les intérêts, du moment que le tribunal confie en même temps à l'Administration le soin de procéder aux publications et de remplir les formalités prescrites par la loi (3).

L'Administration dans la pratique remplit les formalités suivantes :

1° Il y a insertion au *Journal officiel* de l'extrait du

1. En ce sens, Gien, 31 janvier 1901. *Rev. Enregist.*, n° 2673. Toutefois le tribunal de Pont-l'Evêque a jugé le 5 mars 1902, que l'Administration doit avoir recours au ministère d'un avoué pour la demande d'envoi en possession d'une succession en déshérence. *Revue Enregistrement*, 3130.

2. Aubry et Rau, t. VI, § 639, p. 701, note 14.

3. C. Douai, 9 mars 1904. *Rev. Enregist.*, 3557.

jugement d'envoi en possession provisoire. L'insertion au *Journal officiel* n'a lieu qu'une seule fois ; il en est justifié par la production d'un extrait certifié du numéro dans lequel elle a eu lieu ;

2° Les publications et affiches dans le ressort du tribunal sont renouvelées de trois mois en trois mois, afin que l'envoi en possession définitive puisse être prononcé dans tous les cas un an après le premier jugement (1). Après l'expiration de ce délai d'un an le directeur local produit par l'intermédiaire du procureur de la République une nouvelle requête dans laquelle il rend compte de l'accomplissement des formalités prescrites et conclut à ce que le domaine soit envoyé définitivement en possession. Ici comme pour la première demande, le ministère d'un avoué serait indispensable si le tribunal l'exigeait. Le tribunal ne peut prononcer qu'un envoi en possession pur et simple : si sa décision était conditionnelle, l'Administration pourrait interjeter appel (2).

Il reste à se demander quelle est la situation de l'Etat avant et après le jugement d'envoi en possession définitive. Avant l'envoi en possession définitive, l'Etat appréhende les biens à un double titre : il invoque la qualité de successeur irrégulier du défunt ; il agit en même temps comme administrateur provi-

1. Inst. 2602, § 18.

2. Demolombe, t. XIV, n° 214.

soire. Pour lui conférer cette dernière qualité, les tribunaux prennent assurément en considération le droit éventuel de l'Etat à la succession. Mais il n'en résulte pas moins qu'en vertu de son seul mandat d'administrateur provisoire, l'Etat est investi de la qualité nécessaire pour accomplir les actes d'administration, les mesures conservatoires; et d'une façon générale il est juge de sauvegarder tous les intérêts héréditaires.

Mais la condition de l'Etat est beaucoup plus nette après le jugement d'envoi en possession définitive. Il devient véritablement propriétaire comme un héritier ordinaire des biens compris dans la succession. Une opinion contraire a cependant été soutenue et l'on a affirmé quelquefois que, même envoyé en possession définitive, l'Etat n'est qu'un simple administrateur de l'hérédité; il n'en deviendrait propriétaire qu'à l'expiration de la prescription trentenaire qui le met à l'abri de toute revendication. Un jugement du tribunal de Verdun du 8 février 1895 a décidé en ce sens que « l'envoi définitif en possession de l'Administration des Domaines ne rend pas l'Etat propriétaire... En réalité les droits de l'Etat ne seront consolidés définitivement que par le laps de trente ans de possession. » Un jugement du tribunal de Rouen en date du 26 janvier 1897 (1) adopte

1. *Répertoire juridique de l'Enregistrement*, 8983.

encore le même système. D'après cette décision, « l'Etat n'a pas sur les successions en déshérence d'autre droit que celui qu'il pourrait prétendre sur des choses dont personne ne revendique la propriété c'est-à-dire un droit d'administration et de gouvernement, suivant l'expression de Portalis ».

Mais l'opinion la plus courante est celle qui est aujourd'hui soutenue par l'Administration : c'est que l'Etat, comme tout successeur, à la propriété des biens de la succession qui lui revient à titre de déshérence, dès le jour du décès. Ce droit existe *ipso jure*, indépendamment de toute formalité. Seulement à la différence des héritiers légitimes, que la loi investit de la saisine, l'Etat ne peut exercer son droit qu'après avoir obtenu le jugement prévu par l'article 770. Ce jugement n'a point pour résultat de lui conférer la propriété ; l'Etat l'avait déjà acquise. Il a seulement pour objet d'assimiler l'Etat successeur irrégulier à un héritier investi de la saisine, c'est-à-dire de l'autoriser à se mettre effectivement en possession des valeurs héréditaires (1).

Quant à la jurisprudence elle contient depuis longtemps des traces de cette opinion : Un arrêt de la Cour de cassation porte que « la loi ne fait aucune

1. Aubry et Rau, t. VI, § 609, p. 362; § 639, p. 697 et 703. — Demolombe, t. XIII, n^{os} 132 et 156. — Laurent, t. IX, n^o 258. — Baudry et Wahl, n^{os} 1028 et suivants.

distinction entre les héritiers du sang et les successeurs irréguliers ; la seule différence qui existe entre les uns et les autres est que les premiers sont saisis de plein droit et que les autres sont tenus de demander l'envoi en possession ; mais lorsque l'envoi en possession a été prononcé, son effet remonte, comme l'effet de l'acceptation, au jour de l'ouverture de la succession. Dès lors quelle que soit la date du jugement qui a prononcé l'envoi en possession, le successeur irrégulier se trouve saisi complètement de la succession à partir de son ouverture. » (1).

En 1875, M. l'avocat général Hémar déclare que l'Etat est propriétaire des déshérences : « Il n'est pas seulement administrateur légal dans l'intérêt des héritiers éventuels, tant que la pétition d'hérédité n'est pas prescrite ; il a le domaine sans condition résolutoire, il est vrai ; mais quoique résoluble ce domaine n'est autre que le droit ordinaire de propriété (2). »

Plus récemment le tribunal de Charleville affirme le 24 octobre 1901 (3) que l'Etat, qui se fait envoyer en possession d'une succession à titre de déshérence, possède comme propriétaire, quoique susceptible

1. Cassat. 13 juin 1855. D. 1855.1.689. Le successeur irrégulier dont il s'agit n'était autre que l'Etat lui-même.

2. Cour de Paris, 6 février 1875. S. 1875.2.75. D. 1875.2.100.

3. *Revue de l'Enregistrement*, 2882.

d'être évincé. Enfin la Cour d'Aix, le 26 mai 1904, reconnaît que, de quelque façon qu'on caractérise le fondement du droit conféré par l'article 768 à l'Etat la situation de celui-ci n'en est pas moins celle d'un successeur ayant vocation à l'universalité des biens laissés par ~~le~~ défunt (1).

Ce qui avait porté quelques auteurs et l'Administration elle-même anciennement à considérer que l'Etat n'est pas propriétaire des biens recueillis c'était la perspective que des héritiers légitimes ou des successeurs irréguliers, appelés avant lui par la loi, pouvaient pendant trente ans se présenter et réclamer pour eux la propriété. Mais ce caractère résoluble du droit de déshérence qu'on ne saurait nier ne peut empêcher l'Etat d'être propriétaire. L'acquéreur a réméré, bien que titulaire d'un droit résoluble, n'en a pas moins la propriété des biens qui lui ont été vendus. C'est d'ailleurs un principe que le droit soumis à une condition résolutoire existe jusqu'à l'avènement de cette condition. Aussi l'Administration est-elle revenue sur la théorie qu'elle avait d'abord défendue, et l'instruction 2602 § 21 est ainsi conçue : « Propriétaire de l'hérédité, le Domaine peut, à partir du jugement, se mettre en pleine possession des biens qui la composent ; il en exerce tous les droits actifs et il en acquitte le passif, ainsi que les

1. *Revue de l'Enregistrement*, 3673.

legs, dans la mesure imposée à l'héritier bénéficiaire ; enfin il fait les fruits siens à partir du jour du décès, sauf les droits qui seraient acquis à des tiers possesseurs de bonne foi.

Observons, avant de passer à la gestion par le Domaine, que si l'Etat s'était mis en possession sans avoir observé les formalités prescrites, il s'exposerait à une triple sanction :

a). Il serait d'abord passible de dommages-intérêts envers les successibles qui viendraient à se présenter ;

b). Le défaut d'apposition des scellés et d'inventaire ou le retard apporté à ces formalités autoriserait les ayants droit à prouver par commune renommée la consistance du mobilier héréditaire (1) ;

c). Enfin l'Etat pourrait, d'après certains auteurs (2) être poursuivi pour l'intégralité des dettes héréditaires, par suite de l'impossibilité où il se trouverait de justifier régulièrement de la consistance de l'actif laissé par le défunt.

1. Baudry et Wahl. *Successions*, n^{os} 1023 et s.

2. Aubry et Rau, t. VI, § 639, p. 706 ; — *contra* Baudry et Wahl, n^o 1054.

SECTION II

Gestion de la succession par l'Administration des Domaines au nom de l'Etat héritier

En ce qui concerne d'abord l'aliénation des biens, l'Etat, étant un héritier, possède en principe un droit de disposition absolue sur les biens héréditaires.

Toutefois l'Administration, en prévision d'une action en revendication d'hérédité qui demeure toujours possible, prescrit à ses agents de conserver en nature les biens non sujets à dépérissement, et dont l'aliénation n'est pas commandée par les circonstances. Elle ajoute qu'en principe aucune aliénation ne peut être faite sans l'autorisation préalable du tribunal (1). L'esprit général de l'instruction que nous citons en la note 1, c'est que l'Administration doit se conformer aux règles tracées pour l'héritier bénéficiaire. C'est là une conception qui nous paraît trop réservée du rôle de l'Etat. Etant donné qu'il est considéré comme un héritier et comme un propriétaire de la succession par la jurisprudence, on ne s'explique pas ces restrictions apportées à la voca-

1. Instruction 2602, § 26.

tion dont il jouit ; et sur ce point on peut taxer l'Administration d'un défaut de logique, puisqu'elle soutient elle-même que l'Etat est un héritier. Ayant cette qualité, l'Etat possède la faculté de disposer à son gré de tous les biens, meubles ou immeubles, compris dans la succession. L'administration sans doute est dominée par la préoccupation qu'une condition résolutoire, planant sur le droit qu'elle exerce, l'expose éventuellement à restituer à d'autres personnes les biens qui sont devenus son domaine. Mais cette perspective ne saurait entamer en rien le droit d'aliéner qui lui appartient. Les héritiers ou les légataires qui se présenteraient dans la suite ne seraient fondés à réclamer que le prix des biens aliénés. Les tribunaux ne devraient donc pas se prêter à cette pratique, et il semble qu'ils auraient à se déclarer incompétents sur toutes les requêtes de l'Administration tendant à obtenir la consécration judiciaire de ses actes.

L'Administration cherche encore à justifier l'intervention de la justice par la nécessité de se conformer aux règles suivies en matière d'acceptation bénéficiaire. Mais c'est là un aperçu inexact ; l'assimilation entre l'héritier bénéficiaire et l'Etat n'existe qu'à l'égard de deux règles :

1^{re} Obligation de faire dresser un inventaire (article 769) ;

2° L'avantage de n'être tenu du passif que jusqu'à concurrence de l'actif héréditaire.

A tout autre égard l'analogie entre la succession en déshérence et le bénéfice d'inventaire ne repose sur aucun fondement juridique. D'ailleurs l'Administration paraît revenir aujourd'hui sur les instructions qu'elle transmettait naguère à ses agents ; elle considère que si aucun doute ne subsiste sur l'opportunité de l'aliénation, et que la succession ne paraisse devoir faire l'objet d'aucune revendication, ou encore si le tribunal refuse l'autorisation parce qu'il estime que l'Administration n'a pas à la provoquer, la vente est possible dans la forme suivie pour l'aliénation des biens de l'Etat.

Le mobilier doit en principe être vendu aux enchères (1). Ce mobilier est aliéné le plus tôt possible, afin d'éviter les frais de conservation et de garde.

Quant aux titres au porteur, ils sont, en vertu d'une décision du ministre des Finances, déposés au Trésor, à la Caisse centrale du Trésor public (2). Les titres au porteur sont conservés en nature. La Caisse centrale du Trésor est chargée de recouvrer à chaque échéance les intérêts et les dividendes. Il résulte d'une décision prise par le ministre des Finances le 4 août 1900 que si le paiement du coupon d'un titre

1. Maguéro. *Dict. des domaines*, n° 160 *quater*.

2. Décision du 4 septembre 1863.

qui lui a été déposé ne peut être obtenu à l'échéance, la Caisse centrale en informe les préposés du Domaine, afin que ceux-ci prennent les mesures propres à sauvegarder les droits de la succession en déshérence (1).

Les créances dépendant de la succession sont recouvrées au fur et à mesure de leur exigibilité par les receveurs des Domaines ; si elles sont garanties par des inscriptions hypothécaires, les agents ont soin de les renouveler en temps utile. Si des contestations s'élèvent entre l'Etat et les débiteurs, les préposés auraient le droit de consentir toutes les transactions compatibles avec l'intérêt de l'Etat. Cependant l'Administration, toujours en vertu de l'idée que les actes graves comportent une consécration judiciaire, prescrit aux préposés de ne procéder qu'après l'autorisation de justice aux recouvrements qui impliqueraient transaction, compromis ou autres conventions n'ayant pas le caractère d'actes de pure administration (2).

Quant aux sommes, titres ou valeurs déposés à la Caisse des consignations pendant la vacance et par conséquent avant que le Domaine n'eût exercé le droit de déshérence, ils ne peuvent être retirés de cette Caisse que lorsque l'Administration a obtenu le jugement d'envoi en possession définitive prévu

1. *Revue Enregistrement*, 2536, V.

2. Instruction, 2602, § 39.

par l'article 770 (1). Les sommes à retirer comprennent, outre les capitaux consignés, les intérêts à 2 o/o calculés à partir du soixante et unième jour du versement.

Mais dans la pratique ce sont surtout des sommes déposées dans les caisses d'épargne qui dépendent des successions appréhendées par l'Etat. On sait que des publications sont faites périodiquement dans le *Journal Officiel* et dans les feuilles d'annonces judiciaires de chaque arrondissement par les soins des administrateurs des caisses d'épargne, en exécution de l'article 4 de la loi du 7 mai 1853, pour signaler aux intéressés l'existence des comptes qui n'ont, depuis près de trente ans, donné lieu à aucune opération. L'Administration recommande aux directeurs de rapprocher les publications faites au *Journal Officiel* des tables contenant la liste des décès, et des tables de successions en déshérence, afin de rechercher si ces sommes ne dépendraient pas d'une succession déjà ouverte, ou dans le cas contraire si, à raison de l'importance de la somme, il n'y aurait pas lieu de provoquer la déshérence.

Les caisses d'épargne ne sauraient d'ailleurs se refuser à donner à l'Administration les demandes de renseignements qu'elle formule en qualité d'envoyée en possession de la succession d'un déposant. Il

1. Décision ministérielle du 1^{er} février 1888.

existe sans doute une décision prise le 24 mars 1855 par le ministre des Finances qui interdit aux agents de l'Enregistrement, pour assurer la perception des droits de mutation par décès, de se livrer à des démarches dans les bureaux des caisses d'épargne. Mais cette prohibition est absolument inapplicable au cas où les agents agissent pour le compte de l'Etat appelé à recueillir une succession en déshérence, parce que celui-ci a droit, comme un héritier ordinaire, à la communication des documents relatifs aux opérations effectuées par le défunt dans les bureaux de la caisse (1).

Le droit de l'Administration à l'égard des sommes déposées aux caisses d'épargne n'a pas été atteint par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895, qui dispose qu'à l'avenir les capitaux espèces abandonnés depuis trente ans seront prescrits à l'égard des déposants et répartis entre les caisses d'épargne à concurrence des deux cinquièmes (2/5) et les sociétés de secours mutuel possédant des caisses de retraites à concurrence des trois autres cinquièmes (3/5). La prescription trentenaire peut à la vérité en ce qui concerne ces sommes, être opposée au Domaine, mais il appartient à l'Administration de redoubler de vigilance pour découvrir l'existence des comptes qui n'ont donné lieu à aucune opération depuis près

1. Trib. Grasse, 15 mai 1905. *Revue de l'Enregistrement*, 3984.

de trente ans. L'article 20 de la loi du 20 juillet 1895 n'a nullement entendu déroger, à l'égard des livrets des caisses d'épargne, à la dévolution héréditaire établie en faveur de l'Etat par l'article 768; et il ne s'oppose pas à ce que l'Etat revendique, avant l'échéance de la prescription trentenaire, ceux de ces livrets qui dépendent de succession en déshérence (1). L'arrêt de la Cour d'Aix décide d'ailleurs que l'Etat héritier a qualité pour interrompre la prescription en ce qui concerne les livrets de caisse d'épargne compris dans l'actif héréditaire.

Quant aux immeubles, s'ils ne sont pas affermés, ou s'il devient nécessaire de renouveler un bail dont l'expiration est prochaine, il est procédé à la location aux enchères par le préfet ou son délégué à la diligence du directeur (2). La location pourrait être consentie à l'amiable, à la condition que l'acte soit passé devant le préfet, dont l'intervention revêt l'acte de l'authenticité administrative. En ce qui concerne la durée des baux, l'Administration recommande de ne pas dépasser le terme de neuf années (3). Pour les ventes immobilières, l'Instruction 2602 § 47, prescrit de n'opérer que celles qui seraient indispensables au paiement des dettes ou des legs ou

1. Nogent-sur-Seine, 26 juillet 1901. *Rev. Enreg.*, 3188 : Cour d'Aix, 26 mai 1904. — *Rev. Enregistr.*, 3673.

2. Instruction 1407.

3. Instruction 2602 § 46.

nécessaires pour empêcher la détérioration des biens. Toutefois s'il s'agit de bâtiments, on recourt assez facilement à l'aliénation, afin d'éviter les frais que causeraient l'entretien et les réparations. D'ailleurs si l'on se refusait à autoriser les transmissions immobilières, les immeubles dépendant de successions en déshérence se trouveraient soustraits à la libre circulation des biens, et la prospérité économique du pays s'en ressentirait. D'après l'Instruction 2602 § 47, les ventes provoquées par le Domaine doivent en principe être suivies devant le Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, dans les formes prévues par le Code de procédure civile (art. 953 et suivants), pour l'aliénation des immeubles dépendant des successions bénéficiaires. L'Administration peut aussi demander au tribunal de procéder administrativement à l'adjudication dans les formes usitées pour l'aliénation des immeubles de l'Etat (1).

Si des valeurs dépendant de la succession étaient détenues par des tiers qui s'en seraient indûment emparés et prétendraient agireux-mêmes en qualité d'héritiers, l'Administration serait autorisée à former une action en délaissement contre les détenteurs des biens. Si des détournements de valeurs avaient été commis, l'Etat pourrait établir, au moyen des preu-

1. Instruction 2602 § 47.

ves du droit cominun, le délit dont il aurait été victime.

L'Etat, ayant l'exercice de tous les droits qui dépendent de la succession, est soumis comme contre-partie au paiement des dettes et des charges héréditaires, mais seulement dans la limite de l'actif recueilli. En effet, l'Etat étant un successeur irrégulier possède de plein droit la qualité d'héritier bénéficiaire sans avoir besoin d'en passer la déclaration au greffe (1). Il semble même que l'Administration bénéficierait, malgré l'absence d'inventaire, de l'avantage de n'être tenue des dettes qu'*intra vires* (2). Cependant d'autres auteurs (3) sont d'un avis différent, et ils soutiennent que l'absence de cette formalité engendrerait une obligation indéfinie aux dettes en raison de l'impossibilité où se trouverait l'Etat d'établir l'actif de la succession vis-à-vis des créanciers héréditaires. Mais il nous semble douteux que cette opinion soit acceptable, car les règles de la comptabilité publique et des motifs d'équité s'opposent à ce que les dettes héréditaires soient acquittées autrement que sur les valeurs mêmes qui ont été acceptées par l'Etat.

Ce ne sont pas seulement les dettes du défunt, ce

1. Baudry et Wahl. *Successions*, nos 1048 et suivants.

2. Baudry et Wahl. *Successions*, n° 1054.

Aubry et Rau. *Cours de droit civil*, t. VI, § 639.

sont aussi les frais de sépulture, généralement avancés par des tiers, avant que l'Etat ait eu connaissance de la succession, qui sont remboursés par ce dernier à la condition que les dépenses ne soient pas hors de proportion avec la fortune et la condition sociale du défunt.

Si la succession avait déjà été appréhendée à tort par des personnes qui ne seraient que des héritiers apparents, l'Administration, après son envoi en possession définitive, leur restituerait les droits de mutation par décès indûment perçus, à la condition que leur paiement remontât à moins de deux ans. Dans le cas contraire, les sommes indûment versées au Trésor ne constitueraient qu'un acompte à imputer sur le montant des valeurs héréditaires que celui-ci réclame aux héritiers apparents.

Il est à remarquer que, dans ses rapports avec les créanciers héréditaires, l'Administration est autorisée à se prévaloir de la déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janvier 1831 ; car le jugement qui envoie l'Administration en possession définitive a pour résultat de transformer les créanciers de la succession en créanciers de l'Etat (1). Cette solution n'a pas été sans soulever de vives critiques : On a dit notamment que s'il est admis que l'Etat est un héritier bénéficiaire, conformément à la doctrine admi-

1. Instruction 2602, § 61.

nistrative, les biens de l'Etat ne se confondent pas avec ceux de la succession, laquelle conserve son individualité de patrimoine privé et ne peut être gouvernée par la législation du Trésor public. D'autre part, n'y a-t-il pas quelque injustice à modifier le contrat intervenu entre le créancier et son débiteur primitif, en assujettissant le créancier à une déchéance spéciale, par suite d'un événement qui lui est étranger et qu'il ne pouvait prévoir ? Au lieu de la prescription trentenaire, qui seule paraissait à redouter, voici que par un laps de temps beaucoup plus court le créancier risquera d'être privé d'un droit qu'il croyait être entré définitivement dans son patrimoine.

L'Administration, comprenant elle-même la rigueur de cette déchéance, ne l'applique qu'avec réserve, et seulement à ceux qui par négligence n'ont accompli aucune démarche en temps utile pour toucher le montant de ce qui leur était dû (1).

Si contrairement à ses prévisions, l'Administration constatait, après l'envoi en possession définitive, que l'actif héréditaire ne suffit pas à acquitter les dettes et charges de l'hérédité, elle aurait, conformément à l'article 802 du Code civil, la res-

1. Laferrière. *Traité de la juridiction administrative*. 2^e édit., t. II, p. 259. — Dumesnil et Pallain. *Traité de la législation du Trésor public*. 3^e éd., nos 402 et s.

source de consentir aux créanciers et légataires l'abandon de tous les biens de la succession (1).

Enfin signalons qu'au bout de trente ans, dans toutes les théories, les biens non encore réalisés de la succession en déshérence deviennent entièrement disponibles entre les mains de l'Etat, et il lui appartient de prendre les mesures propres à en tirer le parti le plus avantageux.

Ajoutons d'autre part que, d'après la loi des finances du 30 décembre 1903, la théorie, d'après laquelle l'Etat doit, après le jugement d'envoi en possession définitif, être réputé propriétaire depuis le décès des biens compris dans la succession en déshérence, a reçu une consécration légale. L'article 7 autorise en effet l'Administration à aliéner, si elle le juge nécessaire, dans la forme ordinaire des ventes des biens de l'Etat, tous les biens et valeurs provenant des successions en déshérence, immédiatement après l'envoi en possession prononcé par le tribunal. Si des héritiers ou des légataires se présentent par la suite, ils seront admis à exercer leur action sur le prix net des objets vendus dans les mêmes conditions et délais que s'ils eussent été fondés à l'exercer sur ces objets eux-mêmes.

1. Instruction 2602, § 63.

SECTION III

Revendication des successions contre l'Etat et restitutions éventuelles.

La pétition d'hérédité pourrait être intentée contre l'Etat par des héritiers plus proches, par le conjoint survivant, par les successeurs anormaux, par les légataires universels ou à titre universel, enfin par les cessionnaires de ces divers ayants droit. Mais pour que cette réclamation puisse être accueillie, il faut que les droits de l'héritier ne soient pas prescrits. Si l'héritier, qui s'est abstenu d'accepter la succession, avait attendu trente ans depuis l'ouverture de la succession alors que l'envoi de l'Etat en possession définitive remonte à une époque moins éloignée, sa revendication devrait être écartée, s'il s'est abstenu d'accepter la succession. Mais dans le cas contraire sa demande ne pourrait être rejetée que si l'envoi en possession remontait à plus de trente ans (1),

Il va sans dire que la déchéance quinquennale, opposable aux créanciers qui s'abstiennent de réclamer l'ordonnancement et le paiement de leurs créan-

1. Aubry et Rau, t. VI, § 616. p. 435, note 28.

ces dans les cinq ans, ne pourrait être opposée aux héritiers qui réclament les sommes dont l'Etat a obtenu la mise en possession (1), car ces héritiers agissent comme propriétaires et non comme créanciers (2).

D'après la loi du 6 décembre 1897, articles 8 et 9, c'est l'Administration elle-même qui est compétente pour statuer sur les pétitions d'hérédité formées par les particuliers en revendication des successions en déshérence. Mais pour que l'Administration puisse accueillir une pétition de cette nature, trois conditions sont requises ; il faut :

1° Que les ayants droit justifient de leur qualité d'héritiers ;

2° Qu'ils soient les seuls héritiers ;

3° Qu'ils soient tous d'accord entre eux sur leurs droits respectifs.

En l'absence de l'une de ces conditions, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant l'autorité judiciaire (3).

Ainsi l'autorité judiciaire est appelée à statuer sur les actions en pétition d'hérédité, lorsque la demande des réclamants n'a pas été accueillie, soit parce qu'ils ne sont pas tous réunis et d'accord entre eux,

1. Ordonnance du Conseil d'Etat du 26 juillet 1844.

2. Dalloz. *Rép.* V^o *Successions*, n^o 425.

3. Instruction 2939. § 9.

soit à raison des contestations qui surgissent à raison de leurs qualités.

Quelle est l'autorité administrative qui a compétence pour représenter l'Etat dans l'instance en pétition d'hérédité ? La réponse nous paraît être fournie par l'article 69 § 1 du Code de procédure civile, d'après lequel le préfet est qualifié pour représenter l'Etat dans toutes les instances domaniales. Cependant la jurisprudence n'applique pas ce principe à la lettre et elle formule une distinction : Tant que l'Etat n'a pas été envoyé en possession définitive d'une succession qu'il revendique à titre de déshérence, c'est l'Administration des Domaines à l'exclusion du préfet qui doit être mise en cause dans les instances concernant cette succession, car les biens qui en dépendent ne sont pas encore des droits domaniaux (1). Mais après que l'Administration a été envoyée en possession définitive c'est contre le préfet, représentant l'Etat en matière domaniale (art. 69 § 1, C. pr. civ.) et non contre l'Administration que les actions en revendication des successions en déshérence doivent être suivies (2). Ajoutons toutefois que la

1. Montbrison, 13 juin 1903. *Revue de l'Enregistrement*, 3556.

2. Arrêt Nancy, 18 mai 1903. *Revue de l'Enregistrement*, 2749. — Trib. Charleville, 24 octobre 1901. *Revue de l'Enregistrement*, 2882. — Cour Paris, 25 novembre 1903. *Revue de l'Enregistrement*, 3555.

question est à peu près dénuée d'intérêt pratique, car lorsque le préfet est assigné, l'Administration demande au tribunal de se substituer à lui et conclut qu'il soit mis hors de cause.

Le tribunal compétent pour connaître de l'instance est celui du lieu de l'ouverture de la succession (1).

Le demandeur en pétition d'hérédité doit pour réussir établir sa parenté avec le défunt ; mais les tribunaux n'exigent pas généralement qu'il soit obligé de prouver qu'il n'existe aucun autre parent appelé avant lui à la succession (2). Le preuve de la parenté se fait en rapportant des extraits, des actes de naissance et de mariage et aussi les intitulés d'inventaires, actes de notoriété ou autres actes analogues établissant la dévolution de chacune des successions dont la généalogie signale l'ouverture (3).

En cas de lacune dans les pièces justificatives, l'Administration renverrait les parties à se pourvoir devant le tribunal, sauf à s'en rapporter à la justice lorsque leurs prétentions semblent vraisemblables.

Quant aux restitutions à opérer, le principe est

1. Article 59, § 6, Code de procédure.

Cour de Paris, 11 juin 1902. *Rev. Enregistr.*, 3101.

Cour de Dijon, 18 février 1904. *Rev. Enregistr.*, 3558.

2. Aubry et Rau, t. VI, § 618, p. 429.

3. Instruction 2602, § 76.

facile à établir. Il ne peut être question, en ce qui touche l'Etat, de l'assimiler à un possesseur de mauvaise foi ; sa bonne foi n'est jamais contestée. En conséquence les règles concernant ses rapports avec l'héritier véritable sont les suivantes :

1° Le domaine doit délaisser à l'héritier ou au légataire tous les objets héréditaires qui sont en sa possession, avec toutes les accessions et améliorations qui leur sont advenues ;

2° Il est en droit de se faire rembourser les dépenses nécessaires et utiles, et d'une manière générale les dépenses qu'il a faites pour le compte de l'hérédité, à l'exception de celles considérées d'après l'usage comme étant une charge des fruits ;

3° Il est fondé à retenir les fruits perçus avant la pétition d'hérédité depuis l'ouverture de la succession ;

4° S'il a procédé à l'aliénation d'objets héréditaires, il ne doit restituer que le prix qu'il a reçu, quelle que soit la valeur de ces objets ;

5° Enfin il ne peut être condamné à aucune indemnité à raison des détériorations constatées si ce n'est dans la mesure du profit qu'il en aurait retiré (1).

Il convient de remarquer d'ailleurs que les héritiers, légataires ou autres successeurs auxquels est remise une succession en déshérence doivent le droit

1. Instruction, 2602, § 78.

de mutation par décès sur tous les biens qui la composaient au jour de son ouverture d'après les règles de la législation fiscale en vigueur à cette époque. Le délai pour le paiement des droits est de six mois à partir de la décision administrative ou judiciaire qui a autorisé la remise de la succession entre leurs mains (1).

Quant aux intérêts des sommes à restituer aux héritiers, ils ne peuvent en principe être demandés pas plus que le domaine ne peut être condamné à payer les dépenses de l'instance en pétition d'hérédité, attendu que l'Etat n'agit pas dans un but de chicane ou de mauvaise foi, mais uniquement dans l'intention de sauvegarder les finances publiques et les intérêts éventuels des ayants droit inconnus, dont l'Administration doit être considérée comme en ayant la charge (2). Tel est le motif par lequel l'Etat est soustrait à l'article 130 du Code de procédure, d'après lequel la partie qui succombe est condamnée aux dépens.

1. Instruction, 2602, § 85.

2. Alger, 11 novembre 1904. *Rev. Enreg.* 3983; Cf. Instruct. 2602, § 78.

CHAPITRE V

Indications de législation comparée

Les législations étrangères sur le droit de déshérence se divisent en trois groupes : un premier groupe comprend celles qui attribuent d'une façon définitive à l'Etat le droit de déshérence sans aucune obligation corrélative ; d'autres ne confèrent à l'Etat le droit de déshérence qu'à charge par lui de distribuer le produit de ces successions à certaines personnes morales ; enfin certaines législations refusent à l'Etat tout droit de déshérence.

Premier groupe.—Parmi les législations qui attribuent définitivement à l'Etat les successions en déshérence on doit citer l'Allemagne où d'après l'article 1936 du Code civil s'il n'existe lors de l'ouverture de la

succession ni parent ni conjoint du *de cujus*, le fisc de celui des Etats confédérés auquel le défunt ressortissait au moment de son décès est héritier légal ; toutefois le fisc ne peut exercer son droit que lorsque le Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession a constaté qu'il n'y a pas d'héritier.

En Autriche, l'article 560 du Code civil décide que s'il n'y a point de conjoint survivant, la succession est recueillie comme bien en déshérence par le fisc.

En Angleterre, à défaut d'héritier, les biens réels reviennent au roi, et les biens personnels échoient à la couronne, sous une réserve de moitié revenant à la veuve (1).

Enfin la législation russe attribue au Trésor public les successions de personnes décédées sans parents connus (2).

Tel est un premier groupe de législations contenant des règles à peu près analogues à celles de notre Code civil.

Deuxième groupe. — D'autres législations n'accordent à l'Etat le droit de déshérence qu'à charge par lui de répartir le produit de ces successions entre certaines œuvres de bienfaisance. Telle est la légis-

1. Lehr. *Eléments de droit civil anglais*, 1885, p. 706 et suivantes.

2. Lehr. *Eléments de droit civil russe*, 1877, t. I, p. 435 et suivantes.

lation Espagnole : a défaut des personnes qui ont droit d'hériter conformément aux textes réglant la dévolution successorale, l'Etat héritera et il distribuera les biens à des établissements de bienfaisance dans l'ordre suivant :

A. — Aux établissements de bienfaisance municipaux et aux écoles gratuites du domicile du défunt ;

B. — Aux établissements de même nature de la province du défunt ;

C. — Aux établissements de bienfaisance et d'instruction ayant un intérêt général.

En Suisse, dans le canton de Zurich, l'Etat est tenu de remettre la moitié de l'actif net de la succession à la commune du canton dont le défunt était citoyen (Code civil de 1887). D'ailleurs les mêmes tendances ont persisté dans les travaux préparatoires du Code civil suisse ; le projet de 1895 prescrivait que les cantons devraient consacrer le montant des successions recueillies à l'assistance des indigents, à l'instruction et à l'hygiène publique ; et ces idées ont de nouveau été exploitées dans l'exposé des motifs du second projet, publié en 1900. L'avant-projet de 1895, en vue de mieux assurer l'exécution des œuvres philanthropiques poursuivies, conférait à l'Etat la qualité d'héritier réservataire.

Animé d'idées analogues, Laurent, dans son avant-projet de Code civil belge (1883), formait le vœu sous l'article 795 que l'Etat employât le produit des

successions en déshérence à constituer un fonds spécial destiné à l'instruction et à l'éducation des classes ouvrières. Citons encore les idées de M. Cimbali (1) qui demande que les fonds recueillis par l'Etat constituent une masse spéciale destinée à l'instruction et à l'éducation des classes pauvres et aussi à alimenter une Caisse nationale de pensions pour les travailleurs vieux et inhabiles au travail ; une autre part devrait être réservée aux hospices d'orphelins et aux hôpitaux locaux où le *de cuius* était soigné lors de sa mort, ou à ceux où il aurait pu, le cas échéant, être traité gratuitement.

Troisième groupe. — Enfin dans certains cantons Suisses, le droit de déshérence est refusé à l'Etat et attribué à d'autres personnes morales. C'est dans le canton de Fribourg, la commune du dernier domicile du défunt ; à défaut, celle où le père ou la famille du défunt était domicilié. Mais la commune est tenue d'en faire bénéficier son hôpital et les autres établissements de charité (2).

C'est encore à la commune qu'est déférée la succession dans le canton de Soleure. Mais l'article 553 du Code civil s'attache à la commune du lieu de naissance du défunt.

Enfin l'article 462 du Code civil du canton d'Ap-

1. Cimbali. *Nuova fase del diritto civile*, § 175.

2. Code civil de Fribourg, art. 747 et 748.

penzel attribue par égales parts la succession aux établissements publics d'instruction et de bienfaisance.

Toutes ces législations tiennent compte des devoirs qui incombent à l'individu vis-à-vis de l'Etat en considération des services qu'il est appelé à rendre. Ces législations respectent également les préférences particulières qui portent les individus à s'intéresser moins à des œuvres répondant à l'intérêt général de la nation, qu'aux établissements poursuivant un idéal de solidarité plus spécialisé et visant uniquement la collectivité dont le défunt faisait obligatoirement partie.

Vu : Le Président de la thèse

A. WEISS

Vu : le Doyen :

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Aubry et Rau. — Cours de droit civil.

Baudry et Wahl. — Successions.

Revue du notariat et de l'Enregistrement.

Planiol. — Traité de droit civil, 3^e édition, 1905.

Colin (A.). — Le droit de succession dans le Code civil (Livre du centenaire 1904).

Weiss. — Traité élémentaire de droit international privé. Edit. 1890.

Stourm. — Systèmes généraux d'impôts.

Cauwès. — Cours d'économie politique, 3^e édition, 1893.

Demolombe. — Cours de droit civil.

Tassin. — Le droit de déshérence. Thèse Paris, 1897.

Bigallet. — L'hérédité collatérale. Thèse Lyon, 1898.

Vallier. — Le fondement du droit successoral en droit français. Thèse, Paris 1902.

Gastambide. — L'enfant devant la famille et l'Etat. Thèse, Paris 1902.

Laurent. — Principes de droit civil français.

Répertoire périodique de l'Enregistrement.

Fenet. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil.

Maquéro. — Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque.

Instructions générales sur l'enregistrement et les domaines nationaux.

Lehr. — Eléments de droit civil anglais, 1895.

— Eléments de droit civil russe, 1877.

Merlin. — Répertoire de Jurisprudence.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Considérations générales sur le droit de succession et l'Etat héritier.....	5
CHAPITRE II. — Fondement du droit de l'Etat héritier..	51
CHAPITRE III. — Conséquences, notamment en droit international privé, de la règle que l'Etat est un héritier.....	89
CHAPITRE IV. — Fonctionnement du droit d'hérédité de l'Etat.....	107
<i>Section I.</i> — Dans quels cas l'Etat exerce-t-il son droit d'héritier ?.....	108
<i>Section II.</i> — Gestion de la succession par l'Administration des Domaines au nom de l'Etat héritier.....	127
<i>Section III.</i> — Revendication des successions contre l'Etat et restitutions éventuelles.....	139
CHAPITRE V. — Indications de législation comparée..	145
BIBLIOGRAPHIE.....	150

